IMPACT DES PROJETS D'ECONOMIE SOLIDAIRE SUR LES TERRITOIRES

- ETUDE REALISEE PAR
- **Madani Doumi**
- sociologue

CEREA 61 Avenue de l'URSS 63 000 Clermont-Fd
04 73 98 73 73
Cerea@laposte.net

C E R E A
Centre d'Etudes et de Recherches
Education Active

IMPACT DES PROJETS D'ECONOMIE SOLIDAIRE SUR LES TERRITOIRES

Mes remerciements à

- Virginie Kanfoudy, étudiante
- Marlène Lecour, étudiante
- Emmanuelle Poix du CREDIS
- Yves Prat du CREDIS
- Malika Robert du CREDIS
- Gérald Courtadon des CEMEA-Auvergne

Sans qui l'étude n'aurait pas vue le jour.

C E R E A
Centre d'Etudes et de Recherches
Education Active

IMPACT DES PROJETS D'ECONOMIE SOLIDAIRE SUR LES TERRITOIRES

Sommaire

1ère PARTIE : L'ECONOMIE SOLIDAIRE VUE PAR LES PORTEURS DE PROJETS

2ème PARTIE : L'ECONOMIE SOLIDAIRE VECUE PAR LES PORTEURS DE PROJETS

3ème PARTIE : L'IMPACT DES STRUCTURES D'ECONOMIE SOLIDAIRE SUR LES TERRITOIRES EN AUVERGNE

4ème PARTIE : SYNTHESE DE L'ETUDE

IMPACT DES PROJETS D'ECONOMIE SOLIDAIRE SUR LES TERRITOIRES

Préambule

Cette étude commandée par Le CREDIS dans le cadre du F.S.E. a pour objectif de mesurer l'impact des projets d'économie solidaire sur les territoires.

Cette étude est l'objet d'une communication à l'occasion du Forum du 6 et 7 octobre 2006 qui s'est tenu en Auvergne avec pour thème « l'impact des projets d'économie solidaire sur les territoires ».

Cette étude s'appuie sur les travaux réalisés par Virginie Kanfoudy, étudiante en master de géographie et Marlène Lecourt, étudiante en licence professionnelle de médiation sociale, toutes deux stagiaires au CREDIS.

Virginie Kanfoudy, dans le cadre de son stage, a bâti un questionnaire diffusé en direction des porteurs de projets d'économie solidaire. Le but de ce questionnaire est d'évaluer l'impact des projets sur leur territoire. Afin de rendre le questionnaire compréhensible par les locuteurs, Mme Kanfoudy a procédé en préliminaire à la réalisation d'entretiens exploratoires. Ces entretiens exploratoires avaient pour objet de relever à travers les représentations des interviewés, les items nécessaires à la construction du questionnaire.
Au vu de la richesse de ces entretiens exploratoires, nous avons, en accord avec le CREDIS, décidé d'utiliser ces entretiens comme source documentaire de l'étude.

Marlène Lecour a, de son côté, élaboré des entretiens semi-directifs, dont l'objet est d'identifier les compétences acquises et/ou émergentes nécessaires pour être acteur dans les projets d'économie solidaire.

Ainsi, deux enquêtes parallèles, dont l'une se subdivise en deux parties (entretiens exploratoires et questionnaire), ont guidé la structure de cette étude :

- *Analyse des entretiens exploratoires*
- *Analyse des résultats des questionnaires*
- *Analyse des entretiens semi-directifs*

L'étude se conclue par une synthèse[1] de ces trois analyses.

[1] A la suite du forum du 6 et 7 octobre, un rapport de l'étude intégrant les actes du forum du 6 et 7 octobre 2006 sera mis à disposition par le CREDIS

C E R E A
Centre d'Etudes et de Recherches
Education Active

L'ECONOMIE SOLIDAIRE VUE PAR LES PORTEURS DE PROJETS

ANALYSE DES ENTRETIENS EXPLORATOIRES

INTRODUCTION

Mme Virginie Kanfoudy a réalisé une série d'entretiens exploratoires en vue de construire un questionnaire sur l'impact des projets d'économie solidaire sur le territoire. Ces entretiens libres avaient pour objet de compléter les pistes de travail suggérées par des lectures théoriques. La dominante modale portait la consigne suivante : « *Pour vous, qu'est ce que l'économie solidaire ?* ».
Il s'agissait ici de faire surgir les représentations cognitives et symboliques à partir desquelles les pratiques se structurent.

Les représentations et les pratiques structurantes des locuteurs interviewés dépendent en grande partie du statut qui les définit face à l'économie solidaire.
Nous avons retenu deux grandes catégories de locuteurs : les porteurs de projets dont certains sont financée par le F.S.E., d'une part et un ensemble de personnes regroupées sous le vocable de personnes ressources, cet ensembles étant constitué de : personnes engagées dans la recherche-action militante de développement de l'économie solidaire, des têtes de réseaux, de structures inscrites dans le champ de l'économie solidaire et d'un élu

Bien que la catégorisation d'individus puisse paraître arbitraire et réductrice, la dimension opérationnelle de ces catégories nous a paru raisonnablement heuristique pour la maintenir au niveau de l'analyse.
Nous avons ici conscience que le profil des personnes interrogées aurait pu être élargi à d'autres acteurs comme par exemple les agents territoriaux en charge du développement local. Mais le temps et les moyens impartis nous ont conduits à limiter les caractéristiques des locuteurs retenus. Enfin les conditions de réalisation des entretiens n'étaient pas optimales du fait de leur exécution par téléphone. Néanmoins, le fait que le commanditaire, en l'occurrence le CREDIS, soit connu des partenaires a pu compenser cette difficulté initiale.

En dépit de ces obstacles, les entretiens exploratoires effectués par Virginie Kanfoudy ont produit suffisamment d'informations pour la construction du questionnaire, ce qui demeurait l'objectif initial. Mais compte tenu de la qualité intrinsèque de ces informations relevant des représentations et des pratiques structurantes de l'économie solidaire, il a été décidé avec le CREDIS de considérer ces entretiens exploratoires comme un matériau méritant d'être analysé et mis à disposition pour les futures contributions du forum du 6 et 7 octobre 2006.

La méthode choisie est l'analyse intitulée *A.R.O.* Analyse des Relations par Opposition. Le choix de cet outil se justifie par la polysémie du concept *économie solidaire*. La polysémie du terme se retrouve toute entière dans ce que nous dit une locutrice interviewée : « *l'économie solidaire est une notion difficile encore en discussion.* »

Cette analyse s'appuie sur une double hypothèse :

- l'existence d'une correspondance (relation) entre les représentations cognitives, symboliques et les pratiques structurantes.
- L'organisation de cette correspondance en opposition.

Directement inspirée de l'approche structuraliste, cette analyse dévoile la signification de la relation entre le signifiant et le signifié. Par exemple, si l'on retient le terme de l'économie solidaire, certains le définiront en référence avec l'économie libérale, d'autre en référence avec le territoire, d'autres encore avec la citoyenneté. Ce repérage de termes et de mise en couple (en opposition) de terme à terme [2] permet d'opérer un dévoilement de la relation entre les représentations cognitives et symboliques et les pratiques structurantes.

Notre démarche consistera donc en une analyse thématique des entretiens afin d'identifier les représentations et les pratiques autour de notre question de départ. Ensuite nous procèderons à un repérage des liens entre les représentations de l'économie solidaire et les représentations. Et nous conclurons cette partie par une comparaison entre ces entretiens.

Avant de rendre compte des travaux, il nous apparaît important d'exposer une définition intelligible à défaut d'être exhaustive des concepts de représentations cognitives et symboliques pour la clarté des propos qui vont suivre.

Le cadre théorique de l'économie solidaire déjà traité plus haut n'est pas l'objet de notre réflexion. Les liens complexes, entre l'économie sociale et ce qui fait la spécificité de l'économie solidaire, ne sont pas directement abordés. Nous approchons l'économie solidaire en tant que concept transitif. Sa définition polysémique dépend des représentations idéologiques véhiculées par l'économie libérale. La jonction entre ces deux termes, économie et solidaire, est une construction paradoxale et dialectique. Le terme *économie* est pourvu d'une double acception : entendu comme une discipline scientifique qui a pour objet la production, la distribution et la consommation des richesses et donc porteur d'une crédibilité en termes d'efficience (selon les objectifs à atteindre, bien entendu) . Il est également un système relevant d'une organisation sociale, doté d'une cohérence sociale portée par des valeurs. Ainsi l'individualisme, le profit, la main invisible du marché sont des valeurs que l'on peut regrouper sous le vocable d'économie libérale. A l'inverse, les valeurs portées par les mouvements communistes en particulier se retrouvent sous le vocable *économie collectivisée*. Pour certains l'économie sociale et solidaire pourrait être une troisième voie. Nous pourrions donc multiplier les différentes significations du concept

[2] Exemples de terme à terme : *Economie solidaire - citoyenneté, Economie solidaire – Economie libérale, …*

économie à partir du terme accompagnant, *économie sociale, économie nationale, économie rurale, économie marchande,…* C'est le terme qui accompagne l'expression *économie* qui va signifier les systèmes de croyances et de représentations idéologiques, qui peuvent par ailleurs s'interpénétrer.
A la fois corpus scientifique et système de valeurs, l'économie ne prend de sens que dans sa relation transitive au second terme, implicite parfois, souvent explicite.

Le second terme *solidarité* est un concept normatif, autrement dit éthique. Cependant sa signification a subi des inflexions. La société moderne se partage entre compétition et coopération, autrement dit entre individualisme et solidarité.

L'économie libérale s'est faite le chantre de l'individualisme, laissant le soin à l'Etat-providence d'organiser la solidarité. Avec la fin de l'Etat-providence, les associations se sont substituées aux institutions pour couvrir les champs de la solidarité abandonnés par l'Etat-providence. La crise des années 80, avec son cortège de chômage et d'exclus, génère une confusion entre les politiques sociales, visant à corriger les effets les plus criants de la crise et une éthique solidaire visant à créer ou recréer des liens sociaux de coopération entre les membres d'une communauté. Les représentations symboliques de la solidarité sont assimilées à une gestion étatisée et abstraite et continuent de perdurer en dépit de la régression des solidarités institutionnelles. Cependant, face aux difficultés sociales et individuelles, face à la régression des institutions en matière de solidarité, des initiatives locales revêtent des formes nouvelles de solidarité qui refusent le cadre de pensée dominant. Ces initiatives s'accompagnent de représentations que d'aucuns vont désigner comme pensées utopiques.

SYNTHESE INDIVIDUELLE DES ENTRETIENS EXPLORATOIRES

A chaque entretien correspond :

- une synthèse du contenu de l’entretien
- un tableau A.R.O.
- une analyse structuro sémantique issu du tableau A.R.O.

Entretien n° 1 Personnes ressources de l'économie solidaire

Synthèse :
L'économie solidaire est un modèle social qui se situe entre le capitalisme et le communisme. Il propose une alternative entre le libéralisme et le collectivisme.
Il emprunte d'une part des concepts propres au libéralisme tel que *rentabilité, pérennisation des activités* mais s'en distingue par ses objectifs, ses actions et son fonctionnement.
Il emprunte d'autre part au communisme ses objectifs d'utilité sociale et d'intérêt public, mais s'en distingue également par la prise en compte de l'individu.
Cette prise en compte de l'individu s'inscrit dans une dimension territoriale et communautaire : lien humain avec l'ensemble des acteurs et solidarité entre les membres de la communauté. L'activité d'économie solidaire intègre des notions de transparence et d'autonomie.

Tableau ARO

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
activité économique	objectif	utilité sociale, intérêt public
activité humaine	cohérence	territoire, projet de vie, communauté
production	vision globale	créer du lien
rentabilité, pérennisation des emplois	veut dire aussi	pas seulement solidaire (*implicite*)
fonctionnement classique	mais liberté	d'autres possibles fonctionnements
prix décidé par chacun	remis en cause	lien humain, partage solidaire des salaires, des profits, une voix un homme
activité économique	intègre (*implicite*)	autonomie, transparence

Analyse entretien n° 1 : Une troisième voie
L'économie solidaire est opposée au capitalisme et à son mode fonctionnement libéral. Mais il n'est pas non plus un communisme avec son mode de fonctionnent collectiviste.
Ici dans le concept économie solidaire, le terme solidaire renvoie à une autre société où l'homme est au centre du territoire dans une communauté démocratique, tandis que le terme économie renvoie à en ensemble de moyens visant à rendre viable cette organisation sociale. La pérennisation des emplois, la rentabilité des activités est au service d'une utilité sociale et d'un intérêt public, mais cela ne signifie pas une perte d'efficience et d'efficacité dans la mise en œuvre des moyens. Rupture avec les objectifs de l'économie capitaliste en particulier la recherche de profits privés, l'économie solidaire est une alternative sociétale dans une dimension territoriale locale exogame. A un fonctionnement classique de l'économie libérale, l'économie solidaire peut proposer d'autres types de fonctionnement plus démocratique.
Ainsi apparaît un parallèle antithétique entre l'économie solidaire et la mondialisation, expression d'une économie sans territoire et sans citoyens d'une part, et d'autre part entre l'économie solidaire et le collectivisme qui a échoué sur le plan économique et celui de la citoyenneté. C'est une troisième voie qui est située entre les deux modes précédents. Ce n'est pas seulement un ensemble d'outils, mais une autre vision de la société qui s'inscrit dans une démocratie participative entre l'individu considéré comme acteur, un collectif qui se veut l'expression de la communauté et un territoire au service des hommes.

Entretien n° 2 Porteur (se) de projet

Synthèse :
L'économie solidaire dans sa logique économique est une économie marchande qui prend en compte la dimension humaine. Elle est une réponse aux dérégulations de l'économie libérale puisque par ce biais, le locuteur à partir d'une situation de précarité vise l'indépendance économique et la création d'emploi pour les précaires. Elle est l'avenir de l'économie.
L'ES dans sa logique solidaire construit de la solidarité culturelle entre artistes et de la solidarité entre les populations en les faisant participer. Elle est également démocratique dans ses prises de décisions.
L'ES intègre par ailleurs une logique territoriale puisqu'elle vise à améliorer le cadre de vie des populations.

Tableau ARO

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
économie	à	dimension humaine
économie marchande	se préoccupe	des populations et acteurs
richesses	générées	à partager entre les acteurs
marché	à intégrer	par effort commun entre les acteurs
travail	statut	récompense
création d'emploi ; indépendance économique	pour	les précaires
OGS (SCOP)	statut	décisions collectives ; un homme, une voix

Analyse entretien n° 2 : Réponse aux dérégulations de l'économie marchande
Bien qu'il y ait l'affirmation qu'une économie solidaire soit une économie marchande qui tienne compte des populations, nous avons une différence de valeurs avec l'économie de marché. L'économie solidaire s'inscrit comme une réponse aux dérives de l'économie libérale en matière d'emploi et de redistribution de richesses. Elle réintègre par la solidarité ceux qui ont été exclus du système. Elle redistribue le pouvoir de manière collective (*un homme, une voix*).
Elle est une démarche de démocratie participative avec les populations.
Ici le terme solidaire renvoie à une dimension sociale d'intégration des populations et des acteurs dans le territoire, tandis que le terme économie renvoie à la marchandisation dont toutefois les buts assignés seraient sociaux et participatifs. Cette représentation renvoie également à une valorisation de la rémunération du travail.

Entretien n° 3 Personnes ressources

Synthèse :
L'ES est une activité économique au service de l'homme. Les dimensions sociales et solidaires sont privilégiées dans une double direction : l'intérêt de la personne et l'intérêt de la société. Les richesses se subdivisent en deux types de nature différente : les premières sont de nature monétaire tandis que les secondes sont de nature sociétale. Mais toutes deux participent de l'ES. L'accent est mis sur la répartition de ces richesses entre les personnes sur le territoire. L'ES n'a pas vocation à l'enrichissement personnel L'initiative et l'expérimentation contribuent également à l'ES.

Tableau ARO

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
activité économique	respectueuse	de l'homme, au service de l'homme
richesses engendrées	répartition	collective, pas d'enrichissement personnel
richesses monétaires	distinctes (*implicite*)	richesses non monétaires
richesses produites	répartition	entre personnes et territoires
production de services accessibles	produit	lien social, vivre ensemble
produire autrement (*implicite*)	suppose	initiative et expérimentation

Analyse entretien n° 3 : une économie respectueuse de l'homme
Examinée comme une activité économique, l'ES est considérée surtout dans sa dimension solidaire. Elle se distingue de l'économie classique par ses objectifs et son éthique. Elle intègre une double dimension : utilité collective et intérêt général. L'utilité collective renvoie à la personne tandis que l'intérêt général se réfère à la société. Elle organise une autre répartition des richesses et évite l'enrichissement personnel. Nous avons dans cette proposition une critique implicite de l'économie de marché qui s'organise précisément en vue de l'enrichissement personnel de quelques uns au détriment de la collectivité. Le collectif est entendu dans une double acception : d'une part les porteurs de projets d'économie solidaire et d'autre part le territoire. Le territoire est entendu dans sa dimension locale et dans sa dimension collective. L'ES est également en rupture avec le paradigme dominant qui suppose le libre marché comme la seule organisation possible avec ses échanges marchands. L'ES propose la prise en compte des échanges non marchands et invite à de nouvelles expériences. Selon Alain Testart dans la ***Revue Française de Sociologie***, « *l'échange marchand peut se faire sans aucune autre relation que la seule relation échangiste, il n'implique pas de lien durable* ». Tandis que l'ES privilégie le lien social, le mieux vivre ensemble.

Entretien N° 4 Porteur (se) de projet

Synthèse :
C'est le développement économique qui profite à tout le monde. Il contribue à la création d'emplois directs ou indirects. Il doit également profiter au territoire avec des retombées locales.

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
développement économique	profite	a tout le monde
deux salariés	et	100 adhérents
créer des emplois	avec	retombées locales

Tableau ARO

Analyse entretien n° 4 : une économie qui profite à tout le monde
Il apparaît que pour expliquer l'économie solidaire, le locuteur part de son projet. Il éprouve une réelle difficulté à définir ce qu'est l'économie solidaire. Il en retient malgré tout les deux indicateurs principaux : cela doit profiter à tout le monde ; cela doit avoir des retombées locales sur le territoire. Il ne faut pas oublier la nécessité de pérenniser l'activité avec la création d'emplois. Cette définition qui rejoint pour l'essentiel les acceptions essentielles de l'économie solidaire, se construit à travers le projet. Ainsi les pratiques professionnelles génèrent un état de réflexion qui aboutit à un raisonnement proche des militants de recherche-action engagés dans le développement de l'économie solidaire.

Entretien N° 5 Porteur (se) de projet

Synthèse :
L'ES se distingue de l'économie capitaliste car elle n'est pas à la recherche du profit. L'ES doit produire des biens et des services au service de l'humain. L'ES doit intégrer les différentes dimensions de la société : dimension sociale, dimension écologique, dimension de développement durable, dimension économique. Elle identifie un intérêt pour la collectivité. Elle présuppose un engagement militant de la part des acteurs au plan local et régional.

Tableau ARO

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
économie	basée	sur l'humain, pour la collectivité
intérêt	pour	la collectivité
économie	critères	problématique de développement durable, créateur d'emplois, dimension écologique, rentabilité
mode de fonctionnement capitaliste	pollue	l'économie solidaire
économie	difficile	à mettre en oeuvre
rendre pérenne la structure	difficile	avec les publics en difficulté
subventions	rend	fragile

Analyse entretien n° 5 : une utopie difficile à mettre en oeuvre
L'économie solidaire se distingue de l'économie capitaliste. Contrairement à celle-ci l'économie solidaire part de l'humain, au profit de la collectivité ; elle prend en compte le développement durable et écologique. Mais en l'état actuel du fonctionnement capitaliste, l'économie solidaire est une utopie difficile à mettre en œuvre. Elle nécessite un engagement militant des personnes que peu de gens veulent assumer. Travailler avec les publics en difficulté est ardu si l'on prend comme objectif la pérennisation de la structure. A défaut, l'on sollicite les subventions, ce qui fragilise la structure.
Ici l'économie solidaire est antagonique avec l'économie capitaliste et ne peut coexister avec celle-ci sans l'engagement personnel de militants. Le principal obstacle au développement des projets d'économie solidaire est l'écart entre l'acceptation d'une solidarité économique et la volonté de bénéficier des avantages issus de l'économie de marché.

Entretien N ° 6 Porteur (se) de projet

Synthèse :
L'ES ne peut pas se réduire à l'économie. Elle doit avoir une vision plus large. Les projets d'économie solidaire ne sont pas toujours rentables au sens économique, mais ils doivent être solidaires aux personnes ou d'utilité sociale. Toutefois, une évaluation est nécessaire et la rentabilité du projet étudiée en interne. La structure d'ES doit être démocratique (un homme, une voix), associer les usagers et les clients à un projet et enfin respecter l'égalité homme/femme.

Tableau ARO

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
économie	antithétique	solidaire
projet	au-delà	du champ économique, pas toujours rentable
économie	avec	une vision plus large
part économique	n'est pas	en permanence en augmentation
rentabilité, rapport qualité prix	en interne	pour évaluer le projet
activité économique	orientée	en direction des précaires, en direction des différentes générations
activité économique	prend en compte	l'environnement et l'utilité sociale
structure porteuse	organisée	en démocratie, un homme, une voix
services proposés	associer et faire participer	les usagers et les clients
activité économique	doit respecter	l'égalité homme/femme

Analyse entretien n° 6 : le projet d'économie solidaire peut ne pas être économique
L'économie solidaire est ici entendue dans sa dimension solidaire. Sa dimension économique est seulement prise en compte pour évaluer des projets sociétaux avant d'être économique. Elle se distingue de l'économie libérale par ses objectifs de solidarité, de fonctionnement démocratique, par la prise en compte de valeurs citoyennes. Il ne s'agit pas d'introduire de la citoyenneté dans le champ économique, mais plutôt de construire des projets autrement et d'utiliser les outils économiques réputés efficaces pour pérenniser les structures porteuses de projets.

Entretien N ° 7 Porteur (se) de projet

Synthèse :
L'ES est un projet alternatif qui devrait servir à la société et ne pas renflouer les caisses des actionnaires. Elle doit s'adresser aux publics qui n'ont pas accès à ce type de projets. Ces projets n'entrent pas dans les cadres classiques économiques et les PP sont atypiques en raison de leur parcours (handicapés, chômeurs, mères de famille, personnes sans formation)

Tableau ARO

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
projets	éthiques	alternatif
projets	pour	public n'ayant pas accès à ce type de services
projets	taille	humaine, non industrielle, de petite taille
projets	sert	utilité publique
structure coopérative	refus	de renflouer les actionnaires

Analyse entretien n° 7 : l'économie solidaire, une éthique citoyenne
L'économie solidaire se définit dans les valeurs citoyennes et sociales qui sous-tendent le projet. Elle n'est pas en conflit avec l'économie libérale mais vise plutôt à en corriger les aspects négatifs auprès des publics mis en difficulté. Les valeurs de l'économie de marché sont implicites et récusées dans leurs excès. L'économie solidaire est une alternative pour des porteurs de projets qui ont été exclus par la société ; elle ne propose pas une autre organisation de la société, mais un cadre pour des projets qui n'entrent pas dans le modèle dominant. La morphologie du projet par sa taille (petite) et sa structure (coopérative) se doit d'être conforme aux publics en difficulté et à l'éthique sociale. Sa vocation solidaire est assimilée à une dynamique de réparation sociale des inégalités engendrées par le système libéral.

Entretien N ° 8 Personnes remarquables et remarquées

L'ES se distingue de l'économie capitaliste en rémunérant le service et l'homme au lieu de rémunérer le capital. L'homme est au centre de l'ES. L'ES développe la solidarité entre les hommes dans sa prise en compte du volet social et humain. Le collectif et l'argent sont au service du projet. Beaucoup de projets fonctionnant selon les principes de l'économie capitaliste pourraient fonctionner selon les principes de l'ES.

Tableau ARO

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
économie sociale	rémunère	le service
économie sociale	rémunère	l'homme
économie sociale	rémunère	le partage entre plusieurs hommes
Une économie	qui prend en compte	le volet social et humain
Une économie rentable	et	respectueuse de l'environnement
Une économie rentable	qui doit	profiter au plus grand nombre
Une économie rentable	où	l'homme doit trouver sa place
argent	au service	du projet
collectif	au service	du projet
projets « normaux »	possibles	avec la vocation solidaire
Exploitations de 300h	à diviser	pour trois familles

Analyse entretien n° 8 : une utopie au service de l'homme
L'économie solidaire s'oppose à l'économie capitaliste par son volet social. Le locuteur après avoir été interviewé sur l'économie solidaire, reprend par économie sociale. L'économie solidaire est entendue comme un volet de l'économie sociale. Les dérives de l'économie de marché sont implicites et se découvrent à travers ce que doit être l'économie solidaire. Une vision résolument tournée vers l'homme, qui doit profiter au plus grand nombre avec de nouveaux mécanismes de redistribution des richesses. Prendre des projets dits normaux, (autrement dit ceux qui participent de l'économie de marché) pour les soumettre à l'économie solidaire, diviser les exploitations pour qu'un nombre raisonnable de familles vive dessus, ainsi que les termes de rémunération et de rentabilité au service du collectif dans une vocation solidaire renvoie à une représentation définie par une éthique utopique proche des théories des premiers socialistes utopistes (Fourier, Owen,…).

Entretien N ° 9 Porteur (se) de projet

Synthèse :
L'ES est une alternative à l'économie de marché. Elle joue sur la proximité et l'interconnaissance entre les différents acteurs. La structure est de taille humaine pour permettre cette connaissance et de la structure et des acteurs. Elle assure une redistribution équitable de la valeur ajoutée.

Tableau ARO

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
champ de l'entreprise	proximité	dans les actions
client	banni	au profit d'adhérent
structure, besoins réels	connaissance	par adhérents et entre adhérents
microprojet	financé	par crédit coopératif
structure	créatrice	de lien social
richesse produite	redistribution	équitable de la valeur ajoutée
réseaux	répartition	approvisionnement équitable

Analyse entretien n° 9 : l'économie solidaire créatrice de lien social
L'économie solidaire est au service des acteurs, elle doit favoriser la proximité. Les entreprises sont de petite taille et incitent à l'interconnaissance entre les acteurs d'une part et les acteurs et la structure d'autre part. Elle assure également une redistribution équitable des richesses produites. Le locuteur présente l'économie solidaire comme une critique implicite de l'économie de marché. Le mot client est banni. La proximité et l'interconnaissance permettent de rompre avec l'anonymat des grandes structures. A la solidarité de l'économie solidaire s'oppose l'individualisme de l'économie libérale. A l'iniquité de la distribution du marché libéral, l'économie solidaire promeut une redistribution équitable de la plus-value. Le maintien de la plus-value dans l'économie solidaire suppose que le fonctionnement de la production de la richesse et de sa distribution est identique au fonctionnement de l'économie de marché. Ici, l'éthique solidaire est introduite dans l'économie de marché avec des critères spécifiques (proximité, lien social, adhérents,…). Cette introduction de critères solidaires change la nature des valeurs habituellement reconnues dans l'économie de marché.

Entretien N ° 10 Porteur (se) de projet

L'ES vise à un changement de société, à sortir du capitalisme. Le fonctionnement économique est basé plutôt sur la coopération que la compétition. Il doit partir des besoins réels de la population, prendre en compte la dimension globale du développement durable. L'ES est au service de l'homme, elle doit être une valeur de solidarité dans le travail, assurer le temps partagé, accompagner la personne. Elle doit promouvoir la répartition homme/femme, que le genre ne soit plus une discrimination. L'ES doit fonctionner collectivement et en réseau et responsabiliser l'homme par rapport au travail.

Tableau ARO

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
économie capitaliste	Valeurs différentes	économie solidaire
compétition	opposé	coopération
Besoins solvables	opposé	Besoins réels des plus démunis
économie	Qui prend en compte	Développement durable
PIB	opposé	IDH
Pratique économique	implique	Valeur de solidarité dans le travail, temps partagé, accompagnement de la personne
économie solidaire	vise	Un changement de société, sortir du capitalisme
économie solidaire	critères	Répartition homme/femme
Fonctionnement hiérarchique et individuel	opposé	Organisation collective, fonctionnement en réseau, nouvelles formes d'organisation (SCOP, SCIC)
Structuration nouvelle	engage	Responsabilité de l'homme par rapport au travail
pouvoir	difficulté	Pour les associations, clivage entre CA et salariés

Analyse entretien n° 10 : l'économie solidaire en rupture avec le capitalisme
C'est une économie solidaire post-capitaliste. L'économie solidaire vise à un changement de société, avec d'autres valeurs que celles du capitalisme. L'interviewé part d'une critique du capitalisme et fonde les critères de l'économie solidaire sur ce système de critiques. Le champ privilégié est celui du lien social et de la solidarité. La coopération doit remplacer la compétition. La définition ressort d'une dimension plus politique qu'économique. C'est également une vision plus interactionniste qu'holiste. Le projet de société favorise l'interaction entre les personnes, plutôt qu'une société collectiviste. Processus d'accompagnement et de rupture, l'économie solidaire est un processus d'apprentissage (*responsabilisation de l'homme par rapport au travail, partage du pouvoir)*, l'économie solidaire est un système global dont la valeur centrale est l'être humain. C'est une économie plurielle, puisque ce système global côtoie le système capitaliste, mais avec une vocation à être une économie de rupture puisqu'elle vise à la disparition du capitalisme.

Entretien N ° 11 Personnes remarquables et remarquées

L'ES est synonyme de l'économie sociale. Elle est une réponse à la crise issue des années 70, à l'apparition du chômage massif et la prise en compte des inégalités entre pays riches et pays pauvres.
L'ES est une rupture avec l'économie de marché et sa poursuite d'un rendement du capital investi .Elle met au centre de l'entreprise la personne et non le capital. Elle permet de combiner l'intérêt collectif aux aspirations individuelles. Elle intègre la démocratie dans le monde de l'entreprise et permet d'envisager la réconciliation entre le travail et les générations présente et à venir.

Tableau ARO

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
économie sociale	Non séparé	économie solidaire
économie sociale	signifie	Entreprendre autrement
économie solidaire	Entreprendre autrement	Un autre état d'esprit différent du capital
économie solidaire	Entreprendre autrement	Collectivement en tenant compte des aspirations individuelles
économie solidaire	Entreprendre autrement	En faisant entrer la démocratie au sein de l'entreprise
économie solidaire	Entreprendre autrement	En positionnant la personne au centre de l'entreprise et non le capital

Analyse entretien n° 11 : économie solidaire égale économie sociale
L'économie solidaire ne se distingue pas de l'économie sociale. Au contraire selon le locuteur, distinguer les deux approches ne fait que brouiller la visibilité d'une économie qui entreprend autrement. Il prime l'individu sur le capital, prend en compte l'intérêt collectif sans négliger les aspirations individuelles. Cette approche correspond aux théories de l'économie plurielle qui s'appuie sur des initiatives nouvelles et citoyennes. Elle n'a pas vocation à faire disparaître le modèle dominant libéral, mais propose un modèle alternatif qui se distingue par ses buts et son fonctionnement.

Entretien N ° 12 Porteur (se) de projet

L'ES est une économie qui met au centre de l'activité l'individu. Elle répond à des besoins collectifs contrairement à l'économie de marché qui profite seulement à quelques nantis. L'enrichissement est proportionnel au service et au salaire. L'ES doit être respectueuse de l'individu et de l'environnement. L'ES ressemble un peu à l'économie sociale.

Tableau ARO

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
Activité en Groupement d'entreprise	qui met au centre	l'individu
dynamique	profitable	à la collectivité
dynamique	contraire	au profit d'une poignée de nantis
enrichissement	proportionnel	au service et au salaire
activité	qui permet	de pérenniser l'emploi
économie solidaire	un peu comme	économie sociale

Analyse entretien n° 12 : l'économie solidaire c'est un peu comme l'économie sociale
Les critères de l'économie solidaire sont apparentés à ceux de l'économie sociale. C'est une structure crée en groupement de personne. Ce groupement met au centre de l'activité l'individu, profite à la collectivité. Le groupement n'a pas vocation à l'enrichissement personnel. Les richesses produites servent à pérenniser l'emploi, à dégager des salaires décents. La découverte de l'économie solidaire et de ses objectifs est corrélée au développement de la structure.

Entretien N ° 1 3 Porteur (se) de projet

Synthèse :
L'ES est une notion difficile, encore en discussion. Elle se distingue de l'économie sociale. L'ES est un collectif qui met en commun des idées, des moyens et des hommes. L'ES met l'homme au centre. La prise en charge se fait dans l'intérêt collectif, tandis que dans l'économie sociale les personnes aident d'autres personnes.

Tableau ARO

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
un collectif	qui met en commun	des idées, des moyens et des hommes
un projet	qui va aider	les hommes à se sortir de là où ils sont
activité	organise	le collectif et la mutualisation
économie solidaire	n'est pas	l'économie sociale
économie solidaire	n'est pas	dans le social
construction	évolue	vers le collectif et non pas un seul individu
économie solidaire	met au centre	l'homme dans un intérêt collectif
l'économie sociale	aide	les gens

Analyse entretien n° 13 : l'économie solidaire n'est pas l'économie sociale
Selon le locuteur, l'économie solidaire est une économie qui prend en compte l'homme dans une dimension collective et mutualiste. Toujours selon elle, l'économie solidaire n'est pas l'économie sociale, cette dernière, ici, entendue comme une politique sociale dans le champ économique. Mais les frontières entre les deux économies restent floues puisque l'économie solidaire doit permettre également aider les gens à *sortir de là où ils sont* tandis que l'économie sociale doit permettre d'*aider les gens*. Ce qui distingue les deux économies, c'est l'approche collective pour la première et l'approche personnelle pour la seconde.

Entretien N ° 14 Personnes remarquables et remarquées

Synthèse :
L'ES recouvre deux termes l'économie et le solidaire.
L'économie c'est la pensée unique avec l'individu égoïste et ses intérêts propres.
La solidarité c'est une ES qui n'est pas pour l'homo œconomicus, mais pour la collectivité. L'ES crée du lien social contrairement à l'économie actuelle qui crée de la compétition. C'est le local qui doit primer. Nous avons besoin d'une vision large de la rentabilité.

Tableau ARO

ECONOMIE	RELATION	SOLIDAIRE
symbole de la pensée unique	oppose	différent du modèle économique
individu égoïste avec ses propres intérêts	oppose	pour la collectivité
compétition	oppose	crée du lien social
Credis	besoin	de militant locaux
l'économie	doit	être près des gens, échelon communal
analyse	retour d'investissement sur retour	pas toujours rentable mais vision plus large que la notion de rentabilité
marché, concurrence	opposé	loi protégeant ces secteurs d'économie solidaire

Analyse entretien n° 14 : l'économie solidaire une autre économie

L'économie solidaire est pensée autours de valeurs distinctes de celles du modèle dominant, de *la pensée unique*. Cohésion, solidarité, projet collectif et proximité sont les valeurs exprimées dans l'économie solidaire selon le locuteur. Une vision plus large que celle de l'économie dominante est nécessaire pour utiliser les outils d'analyse (*le fameux temps de retour sur investissement*). Une originalité apparaît ici avec le souhait d'une protection juridique face aux tentatives du marché concurrentiel de s'accaparer ces secteurs actuellement dévolus à l'économie solidaire. Il est fait ici allusion au tiers secteur, qui se distingue du secteur capitaliste et du secteur public. Ce tiers secteur se définit avant tout par son fonctionnement et ses objectifs avec l'homme au centre dans une dimension collective et de proximité.

SYNTHESE COMPARATIVE DES ENTRETIENS EXPLORATOIRES

Analyse de contenu et comparative des entretiens

Nous avons procédé à l'analyse A.R.O. de 14 entretiens exploratoires. Chacun de ces entretiens révèle les paradigmes de l'économie solidaire des locuteurs. Toutefois, si l'analyse d'un entretien conserve une homogénéité du discours et de ses référentiels, l'agrégation des analyses soulève quelques questions. L'on ne peut se contenter d'une simple juxtaposition des analyses des entretiens individuels, ni de la construction d'un discours unique à partir de discours individuels distincts par la diversité même des acceptions que recouvre l'économie solidaire.

Pour les raisons évoquées en introduction, l'analyse de contenu et comparative des entretiens ne répond pas aux critères d'objectivité, de systématicité et de généralité. Néanmoins, nous retiendrons cette méthodologie car elle permet précisément de rendre compte des représentations symboliques et cognitives, constitutives du discours.

Nous avons conscience des limites de cette approche. Elle ne permet pas d'exposer une définition exhaustive de l'économie solidaire. Nous rappelons qu'il s'agit ici d'une procédure exploratoire et qu'aucun cadre catégoriel théorique ou empirique ne sert de support à l'analyse. Une correspondance avec les résultats du questionnaire et l'analyse des entretiens semi directifs complètera utilement ce premier examen.

L'agencement du discours distingue le militant du porteur de projet. Mais dans la réalité vécue par les locuteurs, les porteurs de projets sont souvent des militants partageant des valeurs que l'on retrouve dans l'économie solidaire et certains militants ont pu également porter des projets qui les ont conduits par leur engagement à devenir des personnes ressources ou des têtes de réseaux. Certains porteurs de projets ont découvert l'économie solidaire à travers l'élaboration et le développement de leur projet. Comme le rappelle une locutrice porteuse d'un projet : *je faisais de l'économie solidaire comme Jourdain faisait de la prose.* A ces pratiques correspond l'émergence de compétences sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir ultérieurement. Mais il est important de comprendre que la réalisation d'un projet d'économie solidaire implique des démarches et des rencontres qui restructurent les représentations de l'économie solidaire, l'importance du territoire.

Une fois ces précisions signalées, il ressort de ces entretiens quelques postures et quelques paradigmes qui expliquent le contenu des différentes acceptions de l'économie solidaire.

L'économie solidaire se réfère systématiquement à une critique d'un certain nombre de valeurs de l'économie libérale. Trois postures surgissent :

- L'économie solidaire vient corriger les excès inégalitaires de l'économie libérale et se distingue par son volet social. Elle est une réponse citoyenne aux populations exclues du système libéral. Elle est une réplique aux dérégulations de l'économie marchande.

- L'économie solidaire s'inscrit dans un système d'économie plurielle. Elle se réfère à un troisième secteur qui ne serait ni le marché privé, ni le marché public. Elle se distingue par des valeurs qui lui sont propres. C'est son fonctionnement démocratique, ses objectifs avec l'homme au centre du dispositif qui la définissent. L'accent est mis sur des pratiques et des initiatives innovantes.

- L'économie solidaire se situe en rupture avec le système capitaliste. Elle représente une troisième voie qui ne serait ni capitalisme ni communisme. Elle suppose une organisation sociale, une cohésion sociale différente du capitalisme. Elle est une alternative sociétale que ses partisans considèrent comme une utopie nécessaire.

Ces trois postures ne se différencient pas de manière étanche. Elles sont plus un éclairage et une accentuation qui procèdent de la vision du système capitaliste. Autrement dit, l'économie solidaire est un corpus aux valeurs relativement bien partagées entre les porteurs de projets et les militants de l'économie solidaire. C'est dans le rapport avec la représentation de l'économie libérale que s'en fait le locuteur que se comprend le choix de la posture.

Que l'économie solidaire vienne corriger les inégalités de l'économie libérale, qu'elle soit une façon d'entreprendre autrement ou qu'elle invite à une troisième voie, le paradigme fondamental qui surgit à l'occasion de ces entretiens, est la prise en compte du lien social. A constituer, à construire ou à reconstruire, implicite ou explicite, le lien social sur le territoire est une donnée fondamentale de l'économie solidaire.
Ce lien social dans la représentation des locuteurs s'accompagne d'un second paradigme partagé par tous, celui de la proximité et de l'interconnaissance sur le territoire. Le collectif, la cohésion et la solidarité sont autant d'expressions qui renvoient à ce paradigme qu'est le lien social

L'ancrage dans le territoire est un troisième paradigme partagé par tous. Etre acteurs sur le territoire, faire vivre le territoire, développer des activités économiques locales, faire participer les populations au projet sont autant d'entrées des paradigmes que sont le territoire et la citoyenneté. Si les termes territoire et citoyenneté supportent plusieurs acceptions, leur prise en compte est transversale à tous les entretiens.

Si les valeurs portées par l'économie solidaire sont partagées et que l'on peut identifier à travers un certain nombre de principes fondamentaux, une difficulté d'ordre sémantique apparaît dans les rapports entre l'économie solidaire et l'économie sociale.
Pour certains, il n'y a pas de différence entre les deux économies solidaire et sociale. Pour d'autres, l'économie solidaire est un aspect de l'économie sociale. Quelques uns, distinguent plus radicalement l'économie solidaire de l'économie sociale. Ces trois approches ne suivent pas les lignes de démarcation entre les porteurs de projets et les militants. Malgré tout, il convient de comprendre que cette problématique sémantique interroge plus les militants que les porteurs de projets. Enfin, si le terme social renvient au caractère sociétal, certain appréhendent l'économie sociale comme une approche spécifique de l'accompagnement social des public en difficultés.

Ces difficultés sémantiques doivent être contextualisées dans une démarche diachronique et synchronique. La compréhension historique du développement de l'économie solidaire en France, la comparaison avec d'autres pays, singulièrement le Canada, et enfin la réflexion autour des échanges Nord-Sud expliquent ces différents éclairages sémantiques.

Toutes ces approches sont une critique implicite du marché libéral sur deux points nodaux : le lien social et le territoire.

Le marché libéral avec le profit individuel comme moteur dans une dimension mondiale détruit nombre de territoires et leur identité. L'individualisme, accompagné des crises sociales et économiques, défait le lien social et accentue l'isolement des populations fragilisées. Si l'accompagnement social pratique une aide à la réinsertion individuelle, elle ne permet pas et la reconstruction du lien social dans un collectif d'acteurs ancré sur un territoire.

L'économie solidaire, à partir des initiatives locales, est une affirmation de vouloir vivre autrement sur le territoire.
Le développement durable, l'éthique citoyenne, le collectif dans une dimension de proximité, l'économie respectueuse de l'homme, faire participer les populations sont différentes entrées pour déclarer que l'économie solidaire : *c'est avant tout construire du lien social sur le territoire.*

C E R E A
Centre d'Etudes et de Recherches
Education Active

L'ECONOMIE SOLIDAIRE VECUE PAR LES PORTEURS DE PROJETS

ANALYSE DES ENTRETIENS

INTRODUCTION

L'enquête par entretiens complète les deux précédentes étapes constituées par l'analyse des entretiens exploratoires et l'analyse du questionnaire.

Ces entretiens réalisés par Virginie Kanfoudy et Marlène Lecourt ont un double objet : celui de Virginie Kanfoudy consiste à dévoiler les représentations du rapport entre l'économie solidaire et les territoires qu'ont les locuteurs qui ont répondu au questionnaire tandis que Marlène Lecourt cherchait à comprendre les compétences nécessaire à la création de structures repérées dans l'économie solidaire.
Ces entretiens ont pour objet d'interpréter les données recueillies dans les étapes précédentes

L'entretien est avant tout une parole retranscrite. C'est également une exploration puisqu'il n'est pas guidé par un questionnement. L'interviewé relate sa subjectivité avec son vocabulaire, son expérience, en d'autres terme son vécu.
L'objectivation du discours à travers la grille d'analyse n'a pas pour objet le descriptif d'une réalité positive ou la retranscription in extenso de la subjectivité des locuteurs. Son ambition est de contextualiser le discours de façon à éclairer ou précisément à dévoiler le fait de société au-delà de la personne interrogée.

L'entretien est de nature semi directive. Autrement dit, le guide d'entretien pose le cadre des thèmes à aborder, tout en laissant le narrateur construire son discours.

En raison de contraintes qui seraient trop longues à évoquer ici, certains entretiens se sont réalisés par téléphone et d'autre en face à face. A l'analyse, il apparaît que l'incidence des modes d'interview joue sur la longueur des discours mais sans que les représentations en soient altérées. Ceci est du au fait que l'organisme à l'origine de l'étude est le CREDIS. La crédibilité de cet organisme a suffi à compenser l'anonymat téléphonique.

Dans les motivations recueillies à l'occasion des entretiens, quelques items surgissent et s'imposent transversalement : l'emploi, les dispositifs institutionnels, le développement local, les compétences et l'éthique militante. C'est plutôt une combinaison de ces cinq items qui concourt à la création d'entreprises d'économie solidaire. ➔

La méthode choisie ici est l'analyse thématique. Nous délaissons la cohérence singulière de chaque discours pour n'en retenir que les thèmes transversaux. La grille d'analyse s'appuie sur les items évoqués plus haut : *l'emploi, les dispositifs institutionnels, le développement local, les compétences et l'éthique militante*. Il s'agit ici d'identifier les thèmes et les items. Il s'agit aussi d'une reconstruction du discours suivant une logique distincte de la logique des locuteurs.
Cette production permettra d'interpréter ce qui est en jeu dans les thématiques, leurs corrélations et leur organisation interne.

A la lecture de ces entretiens, l'économie solidaire ne se réduit pas à un simple engagement éthique ou militant, il n'est pas, non plus, une réponse économique à des besoins du territoire en termes d'emploi ou d'activités. Les compétences acquises ou à développer n'instruisent pas non plus l'économie solidaire. Enfin les dispositifs institutionnels français ou européens sont également insuffisants à développer l'économie solidaire. Ce n'est pas l'addition de ces items qui concourt à définir l'économie solidaire. C'est plutôt une combinaison originale de ces items dont le produit ne saurait se réduire à l'un des items.
Ni mouvement politique, bien que certains courants puissent s'en réclamer, ni mouvement social dont les caractéristiques seraient trop limitatrices, c'est une auto construction du citoyen en acteur de territoire.

Analyse thématique des entretiens

Entretien n°1 :

Emploi :

- professionnalisation, création d'un emploi pour répondre au projet
- situation de précarité et de chômage
- CAE sans avenir
- CDI de 40 H aujourd'hui avec un statut d'intermittent
- Embauche de 2 artistes

Compétences :

- expérience d'attachée commerciale pour régler les démarches, pour l'administratif
- Licence de philosophie
- Stage de clown

Territoire

- Venue vivre allier
- Réseau national et international
- Je pars de l'Allier pour me retrouver à l'échelle de la planète
- échanges avec une psychothérapeute et un médecin addictologue
- la mairie nous soutient
- volonté de travailler avec le territoire
    - courrier aux habitants pour une réunion
    - rapport des gens avec la forêt
    - milieu rural
    - nous valorisons le territoire
    - veillées pour des gens qui sont contents d'avoir des activités à moins de 2 Km de chez eux, présence des élus
    - Communauté de commune : 500 € pour voir ce que ça donnera
- Il y a beaucoup d'artistes sur place
- Population
    - Réticente au début mais contente du spectacle
    - De meilleures relations
    - Information de tous les habitants par lettre
- Théâtre forum, spectacle de qualité : ça n'existe pas sur le territoire : besoin du territoire avec des thématiques sociales
- La professionnalisation met de la vie sur le territoire, créé de l'animation, mais fait également venir des urbains, mélange de public
- Découverte du territoire, les locaux et les élus favorables à cette découverte

Éthique :
Je voulais monter un projet qui corresponde à mes aspirations épanouissement de la personne
Qualité de la vie

Dispositif :

- LEADER
- CREDIS

Entretien n°2 :

EMPLOI :

- Je n'ai pas renouvelé mon CDD var j'avais une idée précise de mon projet
- 3 employés au départ, 5 employés aujourd'hui
- Intermittents aujourd'hui, volonté de créer des CDI

COMPETENCES :

- Formations acquises grâce à l'URSCOP
    - Administration, comptabilité et gestion

TERRITOIRE :

- Les formations ont permis de rencontrer d'autres scops, pour s'aider, pour bosser ensemble, réseau
- Contact avec des élus, réseau de mes associés, les élus ne connaissent pas les scops, mais sont sensibles aux retombées locales
- La scop est un plus sur le territoire
- Développement du territoire et développement de la personne
- L'objectif est de mieux vivre sur son lieu de vie, de maintenir une activité locale
- Le choix de prendre au maximum les ressources de notre territoire du réseau local
- Retombées nationales car 2 sociétés parisiennes sont venues travailler avec nous
- Image positive du territoire
- Effet boule de neige de la scop, une copine crée également une scop
- Existence d'un réseau sur Moulins
- Notre installation répondait à un besoin du territoire, car cela n'existait pas avant
- Les élus pensent que l'économie solidaire, c'est gauchiste, mais quand ils voient les retombées locales, ils sont intéressés

ETHIQUE :

- Choix de la scop car elle correspond à notre éthique
- Le collectif créé une dynamique, une synergie entre les gens
- Orientation sociale, culturelle et militante avec des sujets comme l'économie solidaire, l'alcoolémie
- L'économie solidaire c'est du développement local

DISPOSITIFS :

- URSCOP

Entretien n° 3 :

EMPLOI :

- 7 salariés

COMPETENCES :

- Vocation : aider les personnes en difficultés
    - Défense des chômeurs
    - Accompagnement individuel
    - Développer l'économie solidaire
    - Rôle d'intermédiaire, de médiation

TERRITOIRE :

- Inscrit dans le paysage
- Liens avec les voisins
- Les gens plutôt content
- Clermont-Ferrand, une ville importante, un besoin du territoire
- Soutien des élus
- Le plus au territoire :
    - Aider à ne pas souffrir de la solitude
    - Réponse associative : nous sommes chômeurs ensemble
    - Se regrouper

ETHIQUE :

- Une initiative, une volonté de militants
- Souhait de ne pas dépendre de subventions, mais d'être autonome financièrement

DISPOSITIFS :

- Collectivités territoriales
    - Clermont Communauté
    - Mairie de Clermont-Ferrand

Entretien n° 4 :

EMPLOI :

- 5 salariés,

COMPETENCES :

- Une personne ne correspond pas au marché du travail, mais il a des compétences. Donc on s'adapte à lui, à sa manière de travailler

TERRITOIRE :

- le GE vient du monde rural. Passé de 5 à 25 employeurs, le bouche à oreille, proche des gens, ça répond à un besoin du territoire financier et de proximité. Ça va jusqu' à 50 Km de rayon.
- Regrouper localement et trouver d'autres solutions. Dynamiser le tissu local, avoir une qualité de vie. Les gens se rencontrent.
- Le territoire devient solidaire. On a des adhérents hors du territoire. On fait donc connaître le territoire.

ETHIQUE :

- permettre à des gens de retrouver du travail, leur donner les moyens de s'adapter même s'ils ne sont pas efficaces au début.
- La flexibilité sans la précarité.
- Le GE fonctionne parce qu'on est solidaire et engagé. On ne fait pas du solidaire en dehors du territoire

DISPOSITIFS :

- Le CREDIS
- Une mairie peu concernée mais une autre mairie est présente dans le GE

Entretien n° 5 :

EMPLOI :

- 9 bénévoles actifs. 3 ou 4 à travailler dans la boutique. Un seul employé

COMPETENCES :

- problème de communication. On aurait besoin de quelqu'un qui travaille dans la pédagogie

TERRITOIRE :

- le CA s'est multiplié par 1,5 en un an.
- Les élus participent aux conférences mais s'investissent peu dans le commerce équitable.
- Nous avons envie de toucher les gens du coin. La population locale est curieuse de notre démarche

ETHIQUE :

- l'objectif est d'être équitable jusqu'au bout

DISPOSITIFS :

- Le dossier CREDIS trop compliqué au début.
- On a démarré avec un contrat aidé

Entretien n° 6 :

EMPLOI : 3 CDI

COMPETENCES :

- Besoin d'une personne pour l'administration
- Lutte pour la professionnalisation de cet art
- On a envie de faire un truc économique, mais comment le faire tout en gardant notre personnalité et notre humanité

TERRITOIRE :

- On a été soutenu mais nous sommes allés chercher ce soutien
- La proximité du travail
- La plupart des clients sont des gens du coin
- Milieu rural
- Dimension nationale
- Gannat bien desservi
- Valorisation du territoire
    - On reçoit des gens, ils connaissent le territoire
    - Bouche à oreille

ETHIQUE :

- Choix d'une SCOP pour
    - l'organisation démocratique
    - l'égalité des revenus
    - l'éthique et la solidarité
    - paradoxe sur le statut de scop
        - utopistes et gauchistes pour certains
        - entrepreneurs classiques pour d'autres

DISPOSITIFS :

- URSCOP
- FRANCE ACTIVE
- CREDIS
- MACIF
- INSTITUT DES PME
- SOCODEN
- COMITE D'EXPANSION ECONOMIQUE
- APPUY CREATEUR
- CONSEIL REGIONAL

Entretien n° 7 :

EMPLOI :

- 3 bénévoles
- Embauche d'un emploi consolidé +CAE
- Une centaine d'adhérents

COMPETENCES :

- 2 ou 3 personnes ayant une expérience dans les énergies renouvelables

TERRITOIRE :

- informer les particuliers et les élus du territoire
- développer des choses avec les autres associations
- formations dans les écoles et avec la population locale
- besoin économique du territoire car le coût de l'énergie augmente

ETHIQUE :

- Très motivés par les énergies renouvelables
- les acteurs de l'association ont une démarche écologique forte
-

DISPOSITIFS :

- CREDIS
- CHAMBRE D'AGRICULTURE

Entretien n° 8 :

EMPLOI :

- 1 salarié

COMPETENCES :

- La qualité de membre s'acquiert par une participation à l'échange
- Volonté de faire évoluer l'image

TERRITOIRE :

- Les personnes du réseau habitent à proximité
- Projet de délocalisation avec les autres communes
- Réunion d'information dans les communes
- Elus intéressés par la philosophie du réseau
- Besoin du territoire, développement du lien
- Bonne image du territoire
- réseau

ETHIQUE :

- Personnes dans une logique d'insertion
- Plus social qu'économique
- Valorisation des personnes
- Réciprocité sur les valeurs humaines

DISPOSITIFS :

- Partenariat avec Études et Chantier

Entretien n° 9 :

EMPLOI :

- Plus de 40 personnes adhérentes

COMPETENCES :

- Volonté de professionnaliser l'activité
- Travail d'animation
- communication

TERRITOIRE :

- Communication par le bouche à oreille
- Besoin du territoire
- Bien perçu par les élus
- Côté des producteurs, attente
- Faire participer les gens à la programmation de leur consommation

ETHIQUE :

- Nous sommes tous des militants
- Réflexion du lien avec le producteur
- Produire et distribuer autrement

DISPOSITIFS :

- Hébergé par Études et Chantier
- CCI pour un audit

SYNTHESE DE L'ANALYSE DES ENTRETIENS

Chaque entretien raconte un parcours individuel. Dans le cadre de la grille d'analyse, nous avons repéré les items cités en introduction. L'analyse et la lecture des entretiens gomment tout ce qui est spécifique, irréductible à l'individu pour ne retenir que ce qui se rapporte aux thèmes et items transversaux retenus.

Les items qui recomposent les discours sont :

- *l'emploi,*
- *les compétences,*
- *le territoire,*
- *l'éthique militante,*
- *les dispositifs institutionnels*

L'item « *emploi* » regroupe ici tout ce qui est en relation, selon le locuteur, avec la professionnalisation du projet, avec l'embauche et la nature des contrats.

L'item « *compétences* » évoque non seulement les compétences acquises, mais également les besoins identifiés en termes de compétences.

L'item «*territoire* » renvoie à la vie locale, au développement local, voire territorial, aux liens entre la population et les acteurs associatifs ou institutionnels, le soutien plus ou moins grand des collectivités territoriales.

L'item « *éthique militante* » concerne la nature de l'engagement des acteurs. Au-delà des spécificités et du contenu militant de chacun des interlocuteurs, un certain nombre de valeurs communes sous-tendent ces engagements. Il s'agit ici de discerner ces valeurs qui construisent l'éthique militante.

L'item « *dispositifs institutionnels* » dévoile les dispositifs et les organismes porteurs de ces dispositifs. La diversité des dispositifs est liée à la nature juridique de la structure, au type d'activité déployée, plus rarement à son inscription dans la réalité territoriale.

L'EMPLOI

La question de l'emploi va au-delà du simple aspect économique. Il est également un vecteur d'une reconnaissance sociale tant pour l'individu que pour la structure.

- Permettre d'embaucher des personnes exclues ou non adaptées au marché du travail.
- Permettre de travailler dans un secteur en accord avec son épanouissement personnel
- Permettre la professionnalisation de la structure ou de la filière.
- Volonté de pérenniser les emplois dans la structure

Il y a par ailleurs une recherche d'aide et d'accompagnement dans la construction des emplois. C'est une combinaison entre la volonté de pérenniser l'emploi par des contrats durables et la recherche d'aide à la mise en place de contrats par le biais de dispositifs incitatifs des pouvoirs publics.

Il est à noter que si certains évoquent des difficultés, aucun n'envisage ces difficultés sous l'angle de licenciements. Ce qui est en jeu ici n'est pas seulement l'emploi, mais surtout l'homme ou la femme qui occupe l'emploi.

Les spécificités de l'économie solidaire dans le champ de l'emploi sont :

- la construction du poste salarié par le postulant lui-même. Des personnes s'engagent à titre bénévole avec la perspective d'un emploi à court terme. D'autres ont construit leur emploi et continuent d'accorder du bénévolat afin de soutenir leur structure,
- la relative autonomie des employés qui va de pair avec une responsabilisation importante,
- la dignité de la personne dans son emploi,
- L'inadaptation de certaines personnes au marché du travail compensée par un recours à une formation souvent en interne au sein de la structure,
- Le recours à la population locale comme source d'embauche,
- La polyvalence du poste et du statut. Ce sont les besoins de la structure qui définissent le profil du poste et le statut de la personne. La formation, l'autonomie et la responsabilisation sont les principaux outils d'adaptation au poste et au statut. Le salaire n'est pas un indicateur en soi, dans la mesure où il demeure décent,
- Le sous-emploi et la précarité sont prohibés dans la mesure du possible.

Une personne résume assez bien la situation de l'emploi en économie solidaire : « *l'économie solidaire c'est la flexibilité sans la précarité* ».

Il faut souligner que dans l'activité de la structure sont compris les bénévoles et les adhérents.

Si encore certains vivent ou tentent de vivre des subventions, un grand nombre d'interlocuteurs tentent d'autonomiser leur activité, de se rendre indépendant des subventions.
Si la situation en termes d'emploi demeure floue, c'est qu'elle ne correspond pas aux critères classiques de l'emploi. L'activité est développée par des bénévoles et des salariés, des adhérents et des militants. Ce qui est commun à toutes ces personnes, c'est précisément leur volonté d'être acteur dans un espace socialement reconnu.

COMPETENCES

Un acteur déclare à ce propos : « *On a envie de faire un truc économique, mais comment le faire tout en gardant notre personnalité et notre humanité* ».

La réflexion sur les compétences se concentre sur « *comment le faire* »
La compétence est définie comme un : ensemble des savoirs, savoir-faire et savoir-être nécessaires à l'exercice d'un métier. La notion de savoir renvoie évidemment aux connaissances initialement et ultérieurement acquises indispensables à l'exercice de la profession. La notion de savoir-faire est liée à l'expérience. Le savoir-être est lié au comportement de l'individu dans la structure ou dans son environnement.
Les métacompétences renvoient à une définition identique, à ceci près que les savoirs, les savoir-faire et les savoir-être ne sont pas liés à un métier en particulier d'une part et d'autre part que cet ensemble n'est pas formalisée. Ainsi la capacité d'exposer une situation est une métacompétence utile aussi bien pour un étudiant, un commercial, un entrepreneur un militant. Cette compétence ne renvoie à aucun métier en particulier mais s'avère indispensable aux entrepreneurs d'économie solidaire.

Les compétences abordées à l'occasion des entretiens sont de trois catégories :

1. les compétences acquises issues du champ de l'activité elle-même.
2. les compétences acquises lors d'expériences passées, sans rapport direct avec l'activité de la structure, mais nécessaires à la structure
3. enfin, les compétences absentes mais identifiées comme utiles à la structure par les acteurs.

Les compétences dont se réclament les interviewés ont peu de rapport avec leur formation scolaire ou universitaire, à l'exception des formations d'animation professionnelle. Elles ont peu de rapport direct avec l'expérience professionnelle, à l'exception de certains métiers comme la comptabilité. Rare sont ceux qui exercent exactement le même métier qu'avant. Dans ce cas, les personnes relèvent qu'elles travaillent autrement avec des compétences supplémentaires liées à leur autonomie, leurs nouvelles responsabilités et biens sûr leur éthique.
Les compétences acquises sont issues souvent de leur activité associative, de leur bénévolat. Si le passage à la professionnalisation nécessite de nouvelles compétences, celles acquise dans le cadre de leur engagement sont incontournables. L'expérience obtenue dans les spectacles de clown, à titre bénévole, permet le passage à la professionnalisation. Les engagements dans la défense de l'agriculture biologique sont précieux pour les structures développant ce type d'agriculture.

Des compétences indirectes peuvent être mises à l'œuvre. Une personne se reconvertissant dans la culture, profite de son expérience d'attachée commerciale pour assurer la gestion de la structure.
Enfin, l'absence de compétences identifiées par les acteurs eux-mêmes est essentiellement liée à la gestion et à l'administration de leur structure.
Il ne faudrait pas oublier des compétences indispensables mais non identifiées. Pour cela seul un bilan sociétal pourrait identifier ces besoins.

Nous pourrions rajouter des métacompétences dont certaines sont plus typiques de l'économie solidaire :

- Ce sont celles qui se rapportent à la capacité de faire vivre le réseau,
- Celles concernant la communication.
    - être en capacité de diffuser une image de la structure dans le tissu local
    - être en capacité d'utiliser les modes de communication comme l'ADSL
    - être en capacité de faire émerger les compétences afin de les rendre efficientes
    - transformation de métacompétences en compétences socialement reconnues

Il apparaît à l'occasion des entretiens une profonde maturation avant la mise en œuvre de la structure. Au départ, une envie aux motivations diverses et variées de la part des futurs entrepreneurs. L'envie de réaliser un projet trouve sa genèse autour de l'engagement militant, autour de la recherche d'un épanouissement de la personne mais également le souhait d'une meilleure qualité de vie. La maturation qui permet le passage du désir de monter un projet à la création réelle d'une structure est un processus fait de réflexions, de rencontres et d'échanges. C'est durant ce processus que s'acquièrent les premières compétences et métacompétences utiles à la structure. On distinguera dans les compétences utiles les connaissances en matière de gestion et d'administration. Tandis que les métacompétences renvoient à des capacités d'expression, de recherche d'informations, d'organisation et d'animation entre acteurs. Cette maturation va permettre de découvrir par ailleurs les institutions sur le territoire, les dispositifs existants et les élus.

L'économie solidaire par son développement spécifique, par la mise en avant des acteurs implique une émergence, une auto-construction de métacompétences et de compétences qui semblent être la clé de voûte du succès de la structure dans le champ de l'économie solidaire.

C’est précisément parce que le futur entrepreneur d’économie solidaire devient acteur qu’il construit un système de savoir-faire et de savoir-être. Cette construction de compétences et de métacompétences s’inscrit dans le territoire et participe ainsi à la valorisation du territoire.

TERRITOIRES

La question du territoire est une question complexe. Avant d'entre dans le vif du sujet, il importe de donner une définition opératoire pour en comprendre les enjeux.

Une première définition pourrait être la suivante : ***le territoire est un espace sur lequel vit une population dotée d'une identité.***

Nous pouvons distinguer trois types de territoires :

- **Le territoire administratif (**communes, communautés de commune, Régions, …)

- **Le territoire des populations :**

Il s'agit ici de définir les caractéristiques de la population étudiée (jeunes, personnes âgées, hommes célibataires, population active, etc.)
Une fois la population définie, il s'agit d'appréhender les différents espaces de vie (travail, loisirs, habitats, etc...) qui composent le territoire des populations et qui ne se superposent pas aux territoires administratifs.

- **Le territoire vécu :**

La représentation des populations sur leur territoire varie en fonction de l'activité et de la charge symbolique que ces territoires renvoient aux populations.

A cela s'ajoute une autre définition en rupture avec les représentations classiques du territoire.
Il s'agit du **territoire en réseau**. Cette approche prend en compte les modes de communications modernes comme l'internet. Il ne s'agit plus d'une espace statique mais dynamique, voire virtuel.

Nous verrons à l'analyse des entretiens que l'acception du concept territoire dépend du contenu que l'on y met.
Si le locuteur fait allusion à un dispositif, il renvoie à un territoire de type administratif. Le lien social s'appuie sur le territoire des populations communément appelées population locale mais qui peut recouvrir un territoire distinct des territoires administratifs. Le local en termes d'activité s'aborde à partir du territoire en réseau. Il s'agit de faire connaître le territoire local en dehors, de communiquer avec d'autres territoires.
Une interviewée rapporte à ce propos : « *je me suis installée dans une zone rurale dans l'Allier et de fait par le réseau, je suis amenée à travailler à l'échelle de la planète* ».

Enfin l'attribut qualifiant le plus souvent le territoire est la ruralité intégrant souvent plusieurs communes. Le territoire urbain est très peu évoqué. L'asymétrie patente entre le territoire urbain et rural s'explique par le fait que le territoire rural est défini ici en termes de qualité de vie. D'autres attributs évoquent des dimensions plus ou moins étendues dont l'ordre de grandeur se rapproche des dimensions des Communautés de Communes.

Un deuxième concept est à identifier. On parle de développement local et de développement territorial sans faire de véritable distinction. Sans explorer toutes les subtilités qui distinguent ces deux concepts, il faut en retenir toutefois quelques unes. Le développement local suppose un caractère endogame, tandis que le développement territorial implique un caractère exogame. Le développement local s'appuie sur un sentiment d'appartenance tandis que le second s'appuie sur un engagement citoyen. D'autres facteurs sont communs aux deux concepts : la proximité, le lien social. Enfin pour clore ce débat à peine amorcé, que nous soyons dans une démarche de développement local ou de développement territorial, l'économie solidaire implique une participation de la population en tant qu'acteur.

Il est à souligner que l'item « *territoire* » est celui qui est le plus fourni à l'occasion de ces entretiens. Ceci s'explique par le sujet lui-même mais également par le fait pour reprendre une locutrice : « *on ne fait pas du solidaire sans le territoire* ».
Quelques thèmes apparaissent de manière récurrente dans les propos de nos interlocuteurs :

- **Population** :

La population locale est entendue ici comme une interlocutrice à part entière. Le souci de nombreux acteurs est de faire participer la population.
La population renvoie à deux entités. La première définit les habitants d'un territoire, tandis que la seconde définition concerne plus précisément ceux qui pourraient être intéressés par l'activité.
Des réunions d'informations, des rencontres sont organisées, une communication est mise en œuvre en direction de la population. Mais c'est encore le bouche à oreille qui fonctionne le mieux. Si les résultats ne sont pas toujours au rendez-vous, ce sont bien des objectifs clairement affichés. Beaucoup d'entrepreneurs déclarent « *recevoir un accueil positif, mais sans réelle participation des gens* ». Certains envoient des courriers, organisent des veillées. C'est un travail de longue haleine, qui peut être facilitée par l'appui des élus locaux. Ce travail aboutit à la construction du lien social : « *les gens se rencontrent et apprennent à se connaître* ».

Le besoin du territoire s'adresse singulièrement à la population retenue dans sa deuxième définition. Il exprime surtout l'absence de l'activité proposée sur le territoire, avant même d'être identifiée comme attente de la part de la population. Certains discernent le besoin à partir de l'accueil favorable des habitants.

- **Elus**

Les interviewés ont une approche des élus plutôt positive dans l'ensemble. Ils estiment être soutenus au mieux et au pire ils subissent de l'indifférence de leur part. Toutefois, ce regard positif est nuancé dès lors que l'on aborde les modalités du soutien. Pour certains, les élus pensent que l'économie solidaire est gauchiste ou anarchiste. Pour d'autres, cela peut être une opportunité d'insertion mais quémandeuse de subventions. Mais pour une très grande majorité d'entre eux, en dépit de leurs réticences initiales, apprécie les retombées locales. Peu de contact avec les Communautés de Communes qui sont encore peu identifiées. Une meilleure information en direction des élus locaux semble être un souhait largement partagé par les acteurs de terrain.

- **Réseau**

Le territoire n'est pas seulement un espace défini géographiquement. Il est aussi un réseau d'échanges de savoirs et d'expériences, de mutualisations de ressources. Ces réseaux sont plutôt verticaux dans une dimension départementale, régionale, voire nationale. Ils se regroupent par filière autour des activités. Des liens se tissent et permet de faire connaître le territoire autrement : « *des parisiens ont apprécié notre travail mais aussi la qualité de vie de notre région. C'est un plus que nous pouvons leur apporter* ».

- **Valorisation du territoire**

L'image du territoire est valorisée de manière directe et indirecte. Tout d'abord pour la population qui voit surgir de nouvelles activités. Cela permet aussi de dégager de nouvelles solidarités. Mais cela participe aussi à la construction d'images nouvelles du territoire à l'extérieur. Des expériences innovantes attirent des personnes et des structures sur le territoire. Des territoires considérés comme étant en déshérence, produisent ainsi une image plus dynamique et sont en rupture avec le sentiment d'impuissance propre au territoire en déclin. Il ne s'agit pas de produire à l'ancienne ou de retrouver une prospérité aujourd'hui disparue. Il est question de construire une dynamique de participation des populations en dévoilant les ressources propres à la population. Là encore, les élus ont un rôle de facilitateurs essentiel. Sans appui des politiques publiques, sans volonté politique, le projet aura de réelles difficultés à dynamiser le territoire.

L'ETHIQUE

La grande majorité des interviewés a un parcours d'engagement associatif et/ou militant.

Une des spécificités de l'économie solidaire est la réflexion autour des valeurs qui accompagnent le projet.

Dans un sens « ordinaire », le terme éthique est synonyme de morale, et désigne une pratique ayant pour objectif de déterminer une manière de vivre conforme aux valeurs. Au sens sociologique du terme, elle se définit comme une réflexion sur des pratiques morales.

Ces pratiques porteuses d'un certain nombre de valeurs construites précédemment autour de l'engagement associatif ou militant seront intégrées dans la démarche du projet d'économie solidaire. Cette intégration n'est pas spontanée mais réflexive. C'est à ce titre que nous pourrons retenir le concept d'éthique militante.

La réflexion éthique s'inscrit ici sur deux registres :

1. **Le contenu de l'engagement**
    - Des convictions environnementales
        - Agriculture biologique
        - Energies renouvelables
        - Développement durable
        - Valorisation du territoire
    - Des convictions sociétales
        - L'insertion des personnes en difficultés
        - L'accès à la culture sur les territoires
        - Le commerce et l'échange équitables
        - Le développement des solidarités
        - Le développement du lien social
        - Le projet d'une autre société

2. **le système de valeurs**
    - une qualité de vie
    - l'épanouissement de la personne
    - la prise en compte du collectif
    - être acteur de sa destinée

Ces valeurs se retrouvent transversalement dans la façon d'appréhender le territoire, l'emploi et le rapport aux institutions. Il définit précisément l'économie solidaire et le distingue de l'économie marchande. Axées sur la personne et son engagement, elles rejoignent les postures évoquées à l'occasion des entretiens exploratoires. Sans conviction éthique, il ne peut y avoir d'économie solidaire.

LES DISPOSITIFS

Les dispositifs dans le cadre de nos entretiens sont compris comme des ensembles formalisés de moyens mis à la disposition par les pouvoirs publics pour accompagner les projets.
Une première approche consiste à repérer l'existence des institutions porteuses de dispositifs susceptibles de les aider et de les accompagner lors de la création et de la pérennisation de la structure. Cette démarche est double. Elle est orientée en direction des institutions intéressées par la nature de l'activité d'une part mais également en direction des institutions intéressées par la spécificité de la démarche.
Le CREDIS est représentatif de cette approche. Il apparaît dans un grand nombre d'entretiens. Si le dossier apparaît complexe aux yeux d'un certain nombre d'acteurs, tous reconnaissent l'efficacité du Credis en terme d'accompagnement. D'autres institutions ou dispositifs sont sollicités. Citons pêle-mêle :
La CCI, la Chambre d'agriculture, l'URSCOP, certaines mairies, l'Association Etudes et Chantier,…
Il est à souligner la présence conséquente de l'URSCOP qui semble apporter un certain nombre de réponses à la nature juridique des structures d'économie solidaire
L'association Etudes et Chantier revient à plusieurs reprises dans les propos, association identifiée comme partenaire dans l'aide au démarrage de certaines structures.

Si la demande d'aide peut apparaître importante au démarrage, les créateurs déclarent qu'ils n'ont pas vocation à vivre de subventions. Leur objectif est bien d'atteindre une autonomie financière. La démarche auprès des collectivités territoriales s'explique ainsi. Il s'agit prioritairement d'obtenir une reconnaissance sociale dans le territoire de la part des élus.
Les interlocuteurs reconnaissent que la difficulté à obtenir cette reconnaissance da la part des élus est liée à une méconnaissance de l'économie solidaire. Cette méconnaissance s'accompagne souvent d'une confusion dans les objectifs de l'économie solidaire et les modalités de fonctionnement. Cette méfiance initiale est atténuée par les retombées locales de l'activité des structures d'économie solidaire. Il est à souligner que l'implication des élus dans cette démarche est un facteur important de développement local.

Enfin, il est à relever que la principale difficulté des acteurs interviewés est dans le repérage et l'identification de l'existant an matière de dispositifs et d'institutions appropriés.
A contrario, un acteur déclare : « *On a été soutenu mais nous sommes allés chercher ce soutien* ».

C’est précisément cette capacité à chercher ce soutien qui fait défaut pour certains.

Les créateurs attendent de la part des institutions une aide et un accompagnent au démarrage et à la pérennisation des emplois. Mais peut-être, plus important encore, ils attendent de la part des élus une reconnaissance sociale dans le territoire comme acteurs du développement territorial.

CONCLUSION

L'économie solidaire apparaît, à travers ces entretiens, comme une démarche volontariste de la part des acteurs. Au-delà de la diversité des actions entreprises, tous se rejoignent sur la nécessité d'*entreprendre autrement*. C'est l'articulation originale des items évoqués plus haut qui fonde la singularité d'entreprendre autrement.

- Emplois dignes tournés vers la personne
- Territoires à valoriser
- Engagement citoyen
- Reconnaissance sociale.

Cette particularité entraîne un besoin de se distinguer des autres économies. Si les réseaux par filières se développent à l'échelle régionale et nationale, l'interconnaissance ente acteurs de l'économie solidaire mérite d'être amplifiée, singulièrement à l'échelle locale.
Mieux se connaître et mieux se faire connaître semblent être les enjeux essentiels des acteurs de l'économie solidaire, notamment en direction des élus.
L'obtention de la légitimité de l'action par la reconnaissance sociale dans l'espace public instaure une dynamique de développement territorial. La professionnalisation est un moyen de cette légitimation.
C'est dans l'interaction entre l'intérêt individuel comme l'accès à un emploi et le bien commun comme la délivrance d'un service collectif (culture, commerce équitable,…) que se joue le statut d'acteur et de citoyen.
La démarche de professionnalisation dans le cadre de l'économie solidaire reste embryonnaire. Le rapport ambigu avec les différentes formes de bénévolat et les différents types de salariat renforce le questionnement sur la capacité financière des structures. Cette inquiétude demande des réponses innovantes. Les coopératives semblent être une première réponse juridique à cette inquiétude légitime.

Ces créations de structures de l'économie solidaire, initiées par des volontés privées et militantes, transforment les modalités de l'action publique territoriale. Les élus ont un rôle à jouer. S'ils perçoivent d'un œil favorable les retombées locales de telles initiatives, il importe d'éclairer en quoi l'économie solidaire devient un atout pour le développement des territoires.

Les élus ont dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques, un questionnement sur la participation des populations au développement territorial.
Les acteurs de l'économie solidaire semblent leur apporter la réponse.
L'économie solidaire est une réponse locale à la participation des populations au développement territorial.

C E R E A
Centre d'Etudes et de Recherches
Education Active

L'IMPACT DES STRUCTURES D'ECONOMIE SOLIDAIRE SUR LES TERRITOIRES EN AUVERGNE

Présentation des résultats du questionnaire

INTRODUCTION

Le questionnaire a été envoyé, courant juin et juillet 2006, à 59 structures répertoriées par le CREDIS comme faisant partie du champ de l'économie solidaire. Réalisé par une stagiaire Mme Virginie Kanfoudy, étudiante-géographe en D.E.A à l'Université de Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand, ce questionnaire a pour objet de mesurer l'impact de l'économie solidaire sur les territoires en Auvergne.

Cette première base de données, fournie par le CREDIS, n'est pas exhaustive. Toutefois la répartition des structures renvoie aux quatre départements de l'Auvergne. Sur les 59 structures interrogées, 39 structures ont répondu. L'importance du nombre de retours, supérieur à 66 % de taux de réponse, est à relever et devient un élément d'analyse qui doit être pris en compte en tant que tel.

La faiblesse des chiffres absolus (inférieur à 100) nous interdit de traiter les réponses par le biais de pourcentage. Néanmoins le caractère non exhaustif de la base de données implique une lecture analytique des chiffres en termes de tendances en capacité d'indiquer l'impact socio-économique sur les territoires d'auvergne.

Enfin l'analyse de ces résultats devra être corrélée avec les entretiens exploratoires et les entretiens semi-directifs pour comprendre ces tendances.

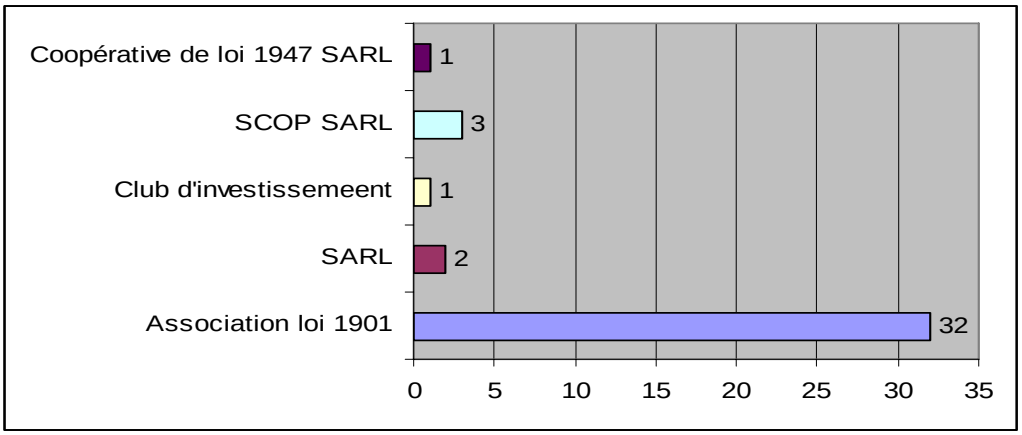
Avant de présenter les résultats, il est nécessaire de préciser quelques données qui, sans explication au préalable, pourraient générer de l'incompréhension dans la lecture des tableaux.

1. si nous avons le nombre exact des créateurs des structures, seules les 4 premières personnes initiatrices de chaque structure ont été prises en compte dans le déroulement du questionnaire. Le traitement de toutes les personnes ayant participé à la création de la structure auraient alourdi de façon significative le questionnaire. Compte tenu de la taille des structures, le nombre des quatre premières personnes interrogées nous semblaient un compromis intéressant de nature à ne pas biaiser les réponses.
2. la complexité du questionnaire, rapportée par certains locuteurs, est à la mesure de la difficulté et de la multiplicité d'explicitation du concept d'économie solidaire relevée dans les entretiens exploratoires. C'est pourquoi nous avons au sein de ce questionnaire des variables contextuelles qui renvoient à des champs multiples comme le repérage de la détermination sociale, l'environnement, le développement territorial, etc.…
3. l'effet d'imposition d'une problématique comme par exemple l'environnement, induit un taux important de non-réponses. Ils sont une indication en soi mais dont le sens se décryptera à travers l'analyse des entretiens semi-directifs.

1. Les structures sur le territoire

Sur 39 structures **32 structures sont des associations.**
4 structures choisissent la coopérative.

Statut juridique des structures créées



Sur 39 structures **23 structures sont crées depuis 2004**

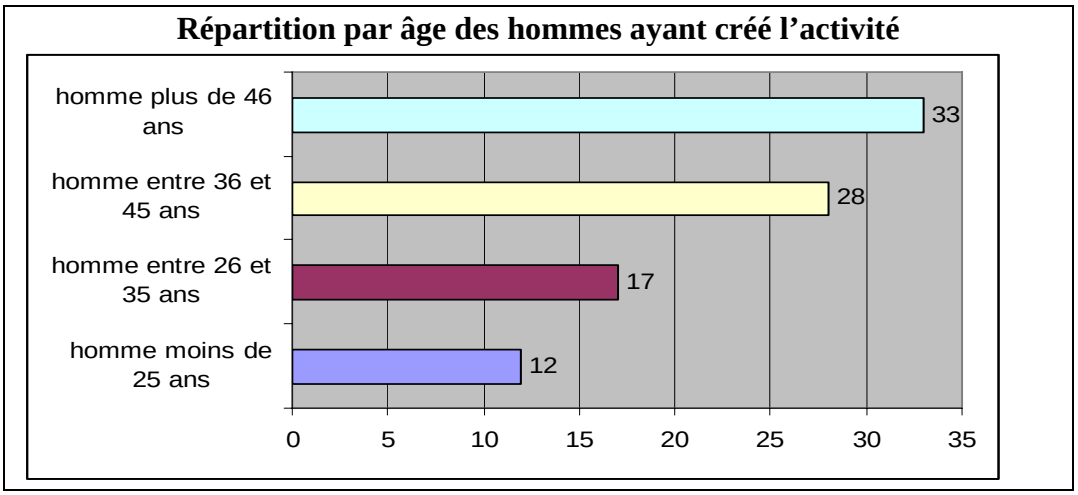
Année de création des structures

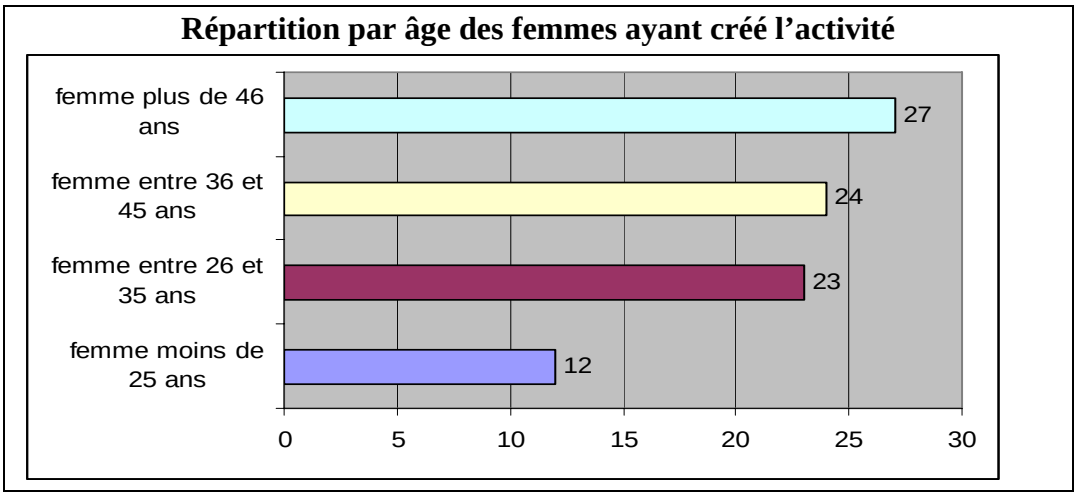
Date de la création :	Moins de 1990	De 1990 à 1994	De 1994 à 1998	De 1998 à 2000	De 2000 à 2001	De 2001 à 2002	De 2002 à 2003	De 2003 à 2004	De 2004 à 2005	De 2005 à 2006	2006	total
Association loi 1901	5	3	0	3	1	1	0	1	8	9	1	32
SARL	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	2
Club d'investissement	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1
SCOP SARL	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	3
Coopérative de loi 1947 SARL	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	1
TOTAL	5	4	0	3	2	1	0	2	9	12	2	39

2. Les personnes sur le territoire

1. L'âge et la parité

39 structures ont été créées par **176 personnes dont 86 femmes et 90 hommes**.
61 hommes sont âgés de plus de 36 ans
51 femmes sont âgées de plus de 36 ans
La parité homme/femme est établie.





2. Catégories socioprofessionnelles ?[1]

Le statut d'origine des créateurs est essentiellement salariée

- **58 salariés**
- **36 sans emploi** (chômage, fin d'études, RMI)
- **12 indépendants** (travailleur indépendant, Chef d'entreprise)

	Salarié	Travailleur indépendant	Chômage	Sans activité professionnelle	Fin d'étude	RMI	Chef d'entreprise
Personne 1	20	2	7	3	2	1	2
Personne 2	17	1	8	3	1	2	1
Personne 3	12	2	3	5	1	0	1
Personne 4	9	1	2	2	1	0	2
Ensemble	58	6	20	13	5	3	6

3. Niveau de diplôme[1]

Le niveau de diplôme acquis par les créateurs est essentiellement post-bac

- **82 post-bacs sur 111 personnes interrogées**
- **19 diplômes professionnels**
- **10 sans diplômes**

	Sans diplôme	CAP/BEP	Bac	BTS	Autre, précisez
Personne 1	3	3	10	7	14
Personne 2	2	5	8	8	10
Personne 3	3	2	6	3	9
Personne 4	2	2	4	3	5
Ensemble	10	12	28	21	38

[1] Il est important de souligner que le nombre de personnes retenus dans le questionnaire est au nombre de 4 unités. Certaines associations comptant plus de 4 membres créateurs, n'ont pu prendre en compte la totalité de leurs membres. C'est pourquoi au-delà des chiffres, il est surtout important de comprendre les tendances qui elles demeurent pertinentes pour l'analyse

Autres diplômes énoncés :

Commentaire [M1] : A développer

DUT	5
Bac + 3	7
Bac + 4	5
Beaux arts	2
Doctorat	2
Enseignante	2
Ingénieur	2
BAC + 5	1
beatep	1
bpjeps	1
DE infirmière	1
DEFA	1
DESS	1
DEUG Histoire	1
Divers diplômes	1
Doctorat d'histoire	1
DUST Psycho	1
Educatrice spé	1
Formation CIM	1
IDE	1
Maitrise musique	1
Maitrise philosophie	1
TOTAL	38

Les créateurs ont un niveau post-bac :

Il est à noter que les diplômes ne sont pas toujours en correspondance avec l'activité choisie, à l'exception notable de certains diplômes comme les BEATEP et BPJEPS ou DEFA pour la conduite d'animation.

4. Origine géographique[1]

- **91 personnes sur 110** ont créé leur structure dans leur département d'origine.
- **55 personnes**[1] sont originaires du milieu urbain.
- **61 personnes** sont originaires du milieu rural.

Mais il faut nuancer le propos et distinguer ce qui dans la zone rurale relève de l'espace périurbain. Trois facteurs nous permettent d'établir la nuance :

- La spécificité de l'activité
- La localisation du siège
- L'aire d'influence de la structure

Sur cette base, nous opérons une distinction supplémentaire :

- **13 sur 61 personnes** ont créé leur structure en milieu périurbain

Lien entre l'origine géographique de la personne et l'activité de la structure

	Même département	Région Auvergne	Autre région
Personne 1	29	4	4
Personne 2	27	4	1
Personne 3	21	1	2
Personne 4	14	2	1
Ensemble	**91**	11	8

Autre régions citées :

Aveyron	1
Isère	1
PACA	1
Rhône Alpes	4
Saône et Loire	1
TOTAL	6

Zone rurale et urbaine

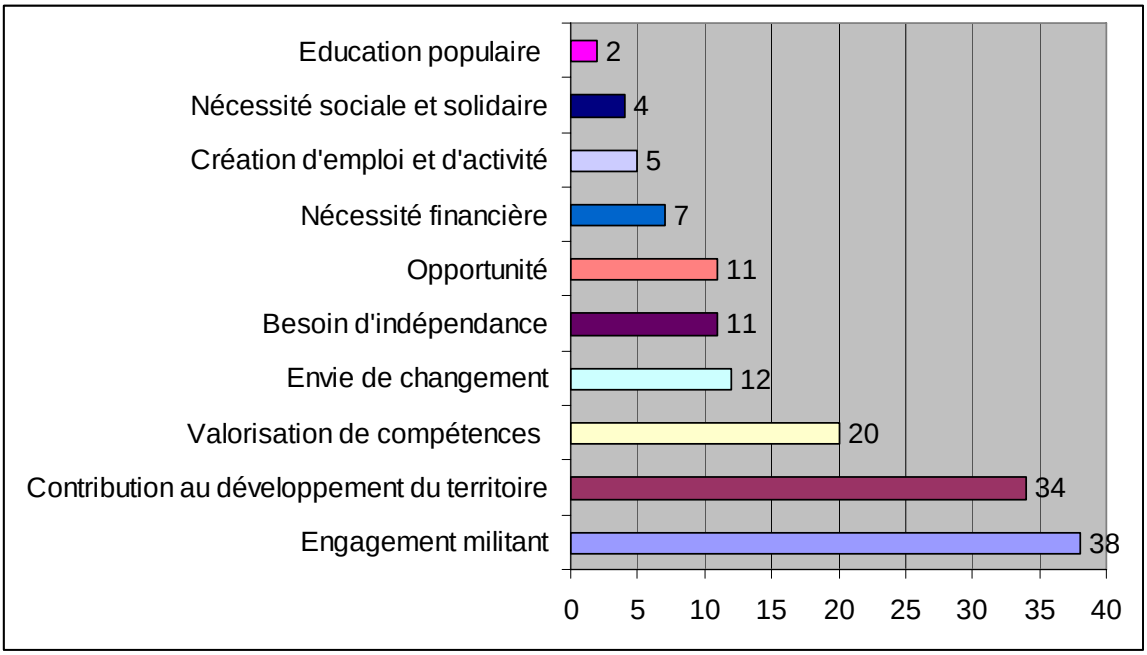
	Milieu urbain	Milieu rural
Personne 1	19	20
Personne 2	15	19
Personne 3	12	13
Personne 4	9	9
Ensemble	55	61

[1] Il est important de souligner que le nombre de personnes retenus dans le questionnaire est au nombre de 4 unités. Certaines associations comptant plus de 4 membres créateurs, n'ont pu prendre en compte la totalité de leurs membres. C'est pourquoi au-delà des chiffres, il est surtout important de comprendre les tendances qui elles demeurent pertinentes pour l'analyse

[1] La somme des observations des zones rurales et urbaines se distingue de la somme du lieu géographique en raison de l'absence de 4 observations non relevées par les locuteurs

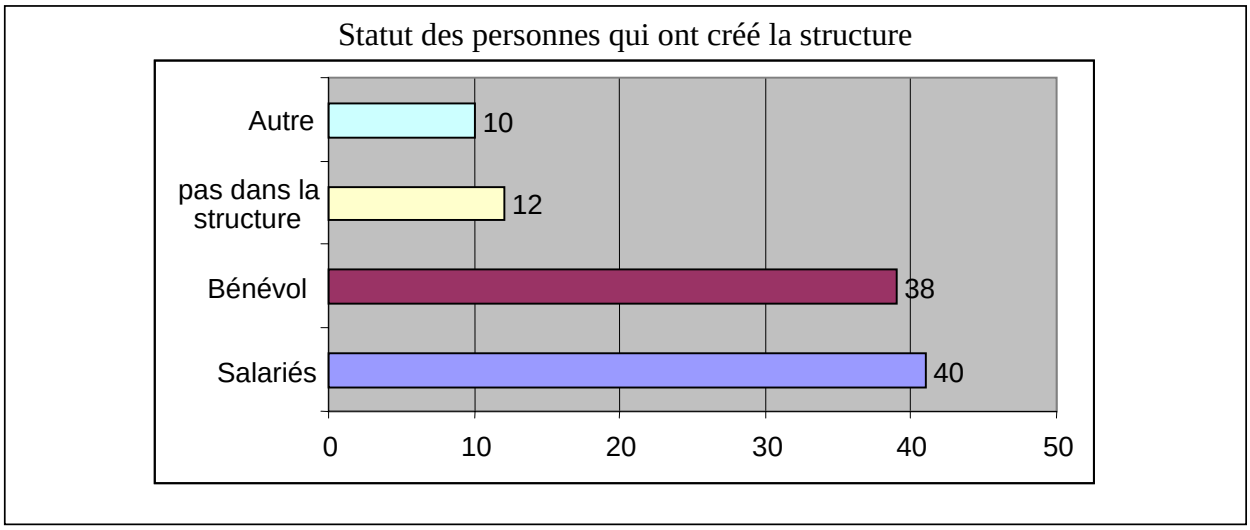
5. Les motivations des créateurs

L'engagement militant, la contribution au développement du territoire et la valorisation des compétences semblent être les motivations essentielles qui, participent de la décision de créer ou pérenniser la structure.



6. Statut actuel[1]

- **40 personnes** ont acquis un statut de **salarié**
- **38 personnes** sont **bénévoles**



Parmi les autres citons :

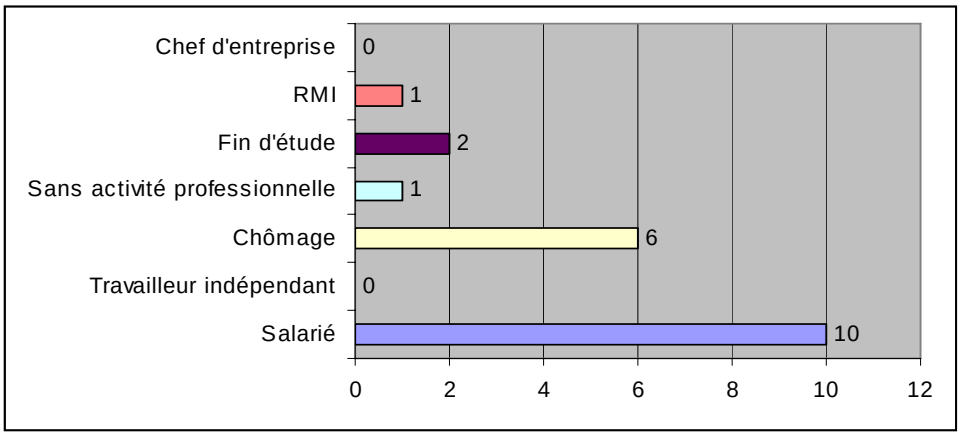
- Chargé de mission
- Président
- Secrétaire
- Trésorier
- Associés
- Démissionnaire

Certains intitulés sont à rapprocher des bénévoles.

[1] Il est important de souligner que le nombre de personnes retenus dans le questionnaire est au nombre de 4 unités. Certaines associations comptant plus de 4 membres créateurs, n'ont pu prendre en compte la totalité de leurs membres. C'est pourquoi au-delà des chiffres, il est surtout important de comprendre les tendances qui elles demeurent pertinentes pour l'analyse.

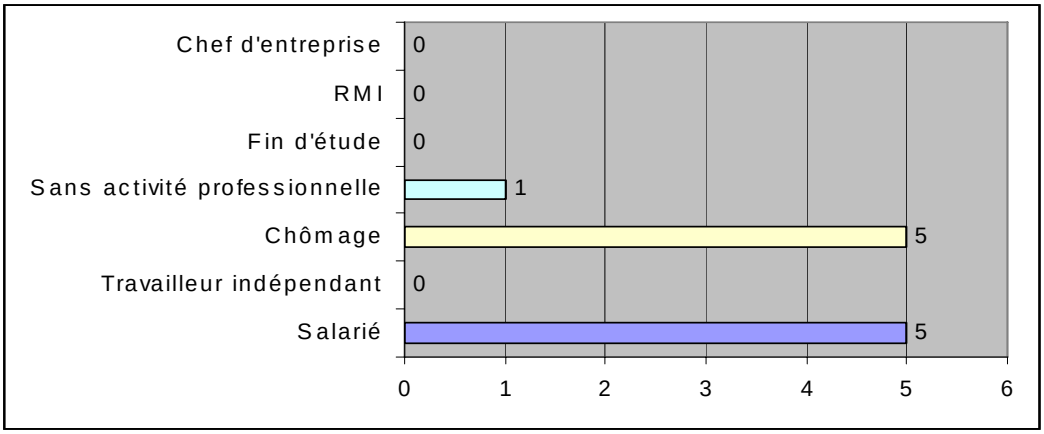
Origine des personnes créatrices qui ont acquis le statut de salarié dans leur structure

Statut initial de la personne N° 1 ayant acquis un statut de salarié dans la structure



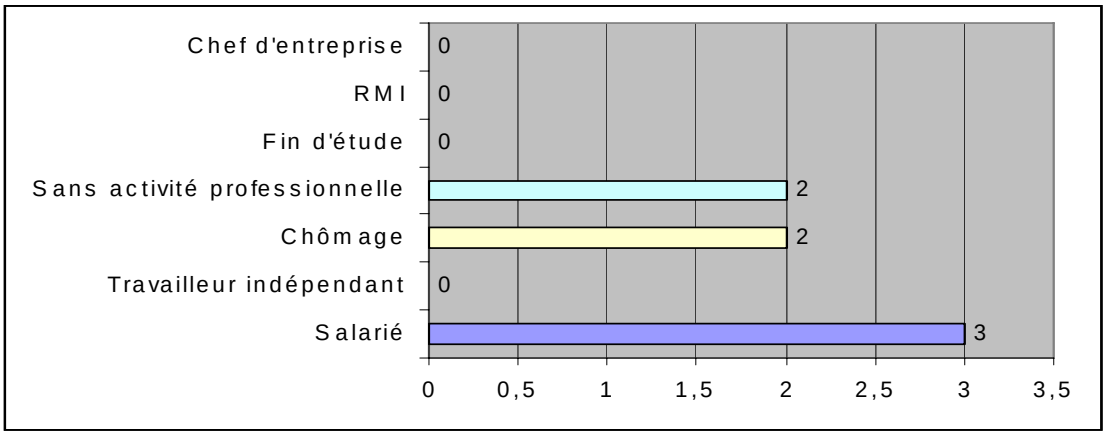
Création de 20 emplois

Statut initial de la personne N° 2 ayant acquis un statut de salarié dans la structure



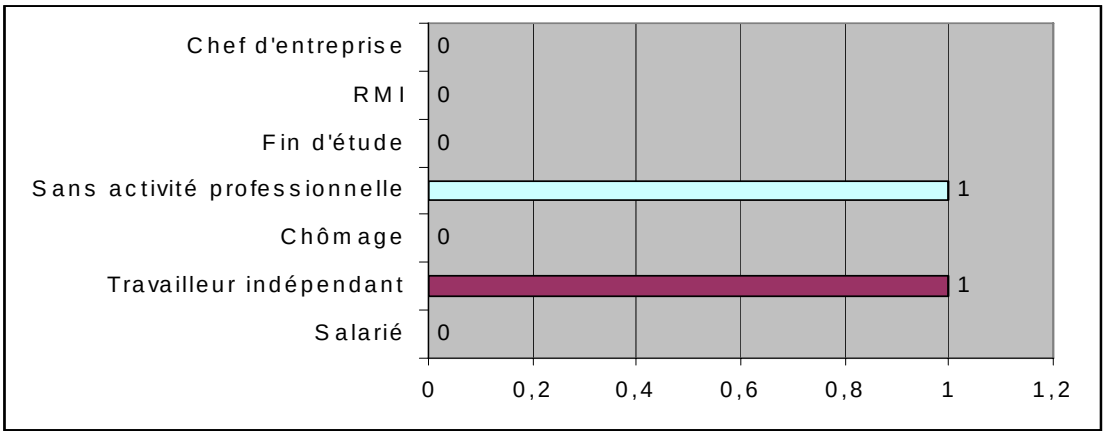
Création de 11emplois

Statut initial de la personne N° 3 ayant acquis un statut de salarié dans la structure



Création de 7 emplois

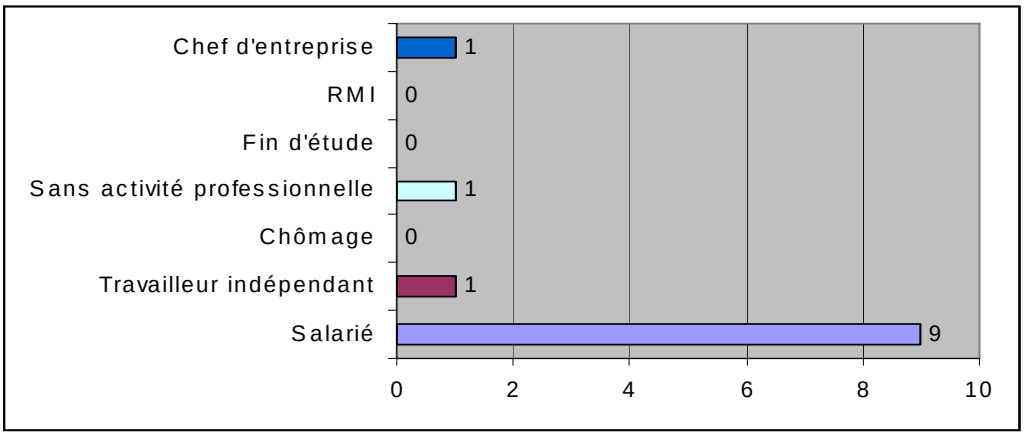
Statut initial de la personne N°4 ayant acquis un statut de salarié dans la structure



Création de 2 emplois

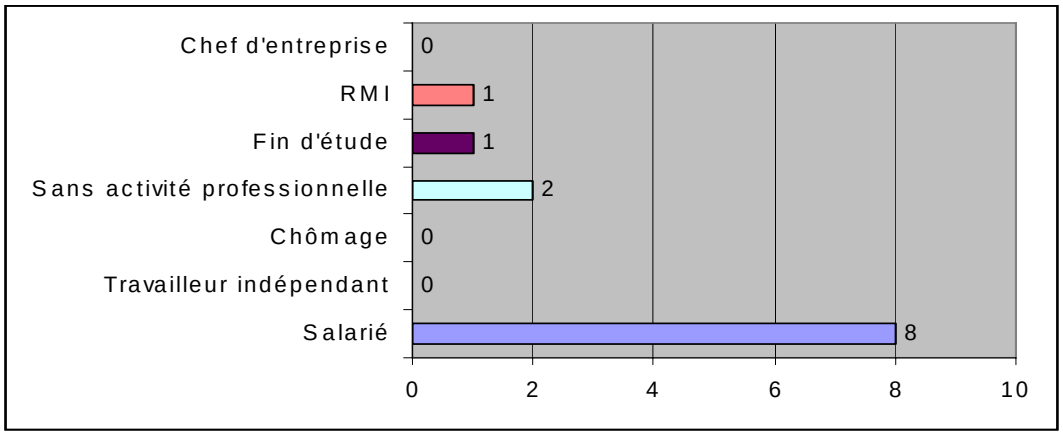
Origine des personnes créatrices qui ont acquis le statut de bénévole dans leur structure

Statut initial de la personne N° 1 ayant acquis un statut de bénévole dans la structure



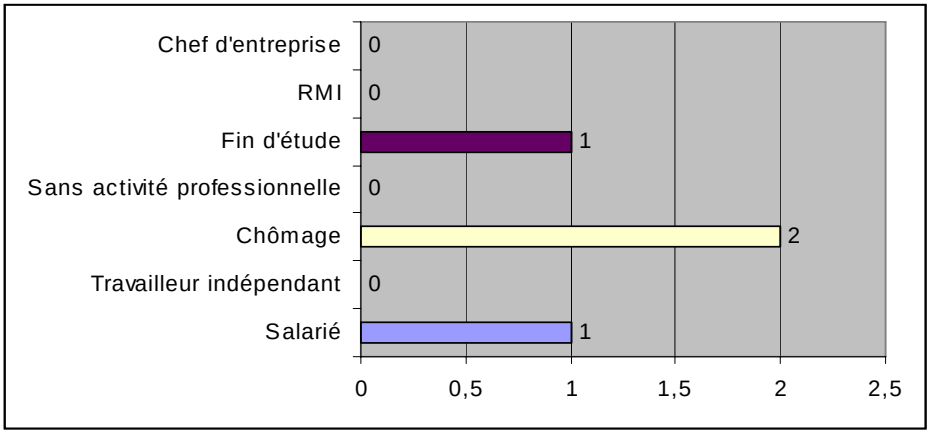
12 bénévoles

Statut initial de la personne N° 2 ayant acquis un statut de bénévole dans la structure



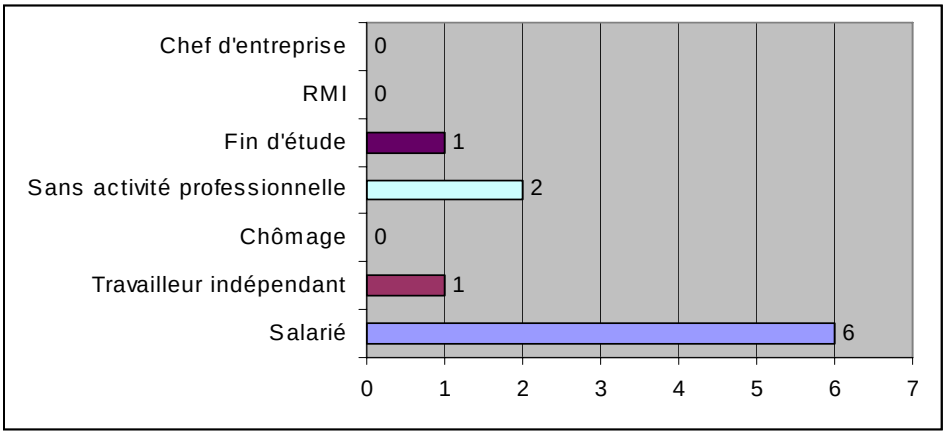
12 bénévoles

Statut initial de la personne N° 4 ayant acquis un statut de bénévole dans la structure



4 bénévoles

Statut initial de la personne N° 3 ayant acquis un statut de bénévole dans la structure



10 bénévoles

- 21 personnes[2] privées d'emploi ont trouvé un emploi dans leur structure
- 18 personnes anciennement salariées sont devenus salariés de leurs structures
- 19 CDI ont été créés[3]

- 11 CDD ont été créés
- 29 personnes ayant une activité professionnelle ont acquis un statut de bénévole
- 11 personnes sans activité rémunérée ont acquis un statut de bénévole

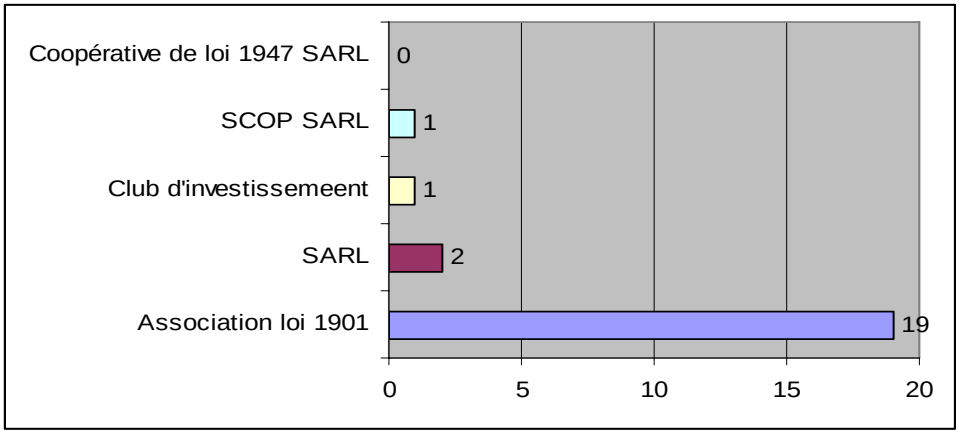
[2] La somme des observations de l'origine des statuts se distingue de la somme du statut actuel

[3] Certains salariés n'ont pas indiqué le type de contrat qui les liait à la structure.

3. CREATION D'EMPLOIS

Sur 39 structures, 23 ont créé de l'embauche dont 19 associations.

Nombre et nature juridique des structures ayant créé de l'embauche

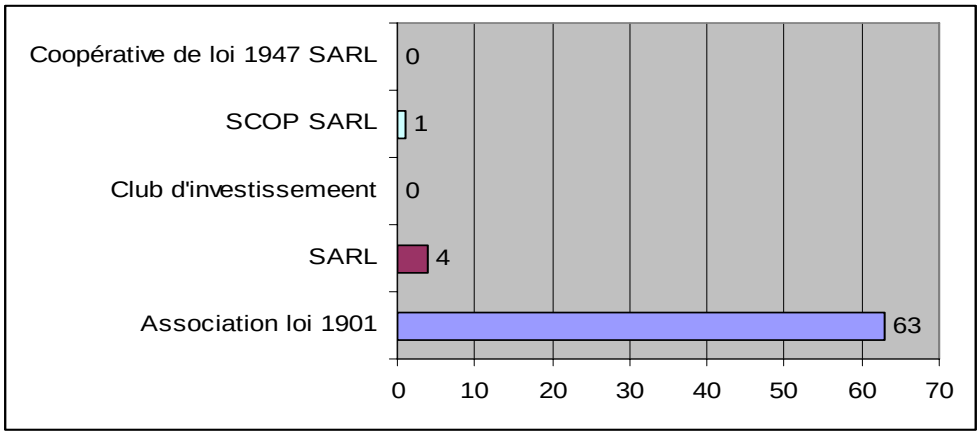


Hormis les personnes créatrices des structures, celles-ci ont embauché à ce jour **68 personnes dont 40 femmes et 28 hommes**.

	Homme	Femme	TOTAL
Salariés 1	10	11	22
Salariés 2	6	10	16
Salariés 3	6	5	11
Salariés 4	3	4	7
Salariés 5	3	3	6
Salariés 6	0	3	3
Salariés 7	0	3	3
Salariés 8	0	1	1
Ensemble	28	40	68

Sur les 68 embauches réalisées, 63 embauches ont été accomplies par les associations

Nombre d'embauches selon la nature juridique des structures

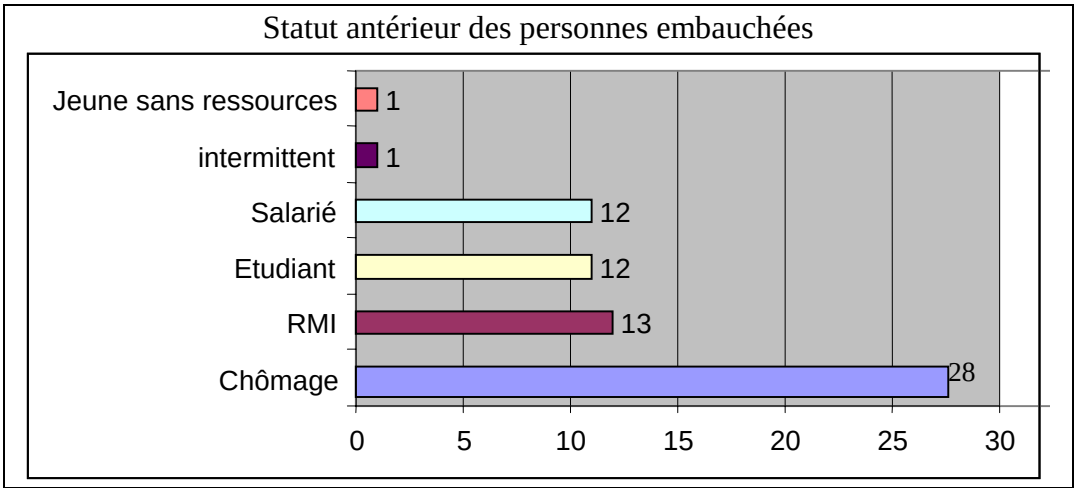


Type de contrats d'embauche

CDI	34
CA	7
CAE	7
Intermittent	5
CDD	4
CEC	4
CDD sur projet	2
saisonnier	2
Contrat insertion	1
CDD 2 ans	1
CDI temps partiel	1
TOTAL	68

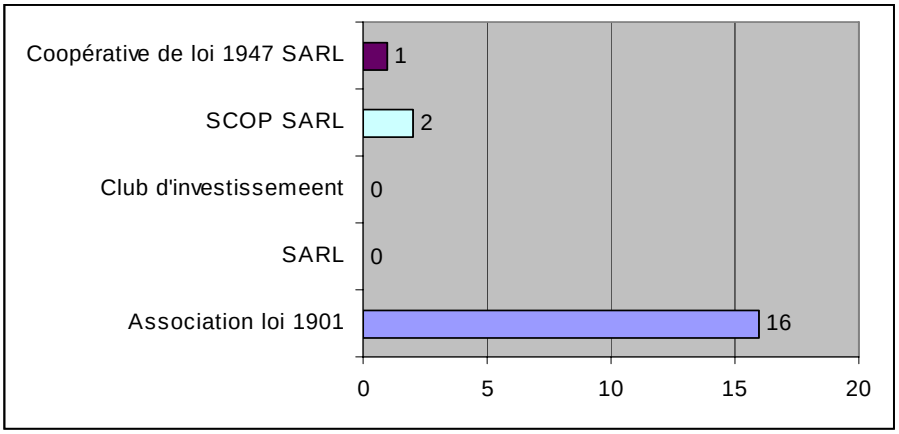
34 contrats sont des CDI

Sur les 68 personnes embauchées, 28 étaient au chômage et 13 au RMI.



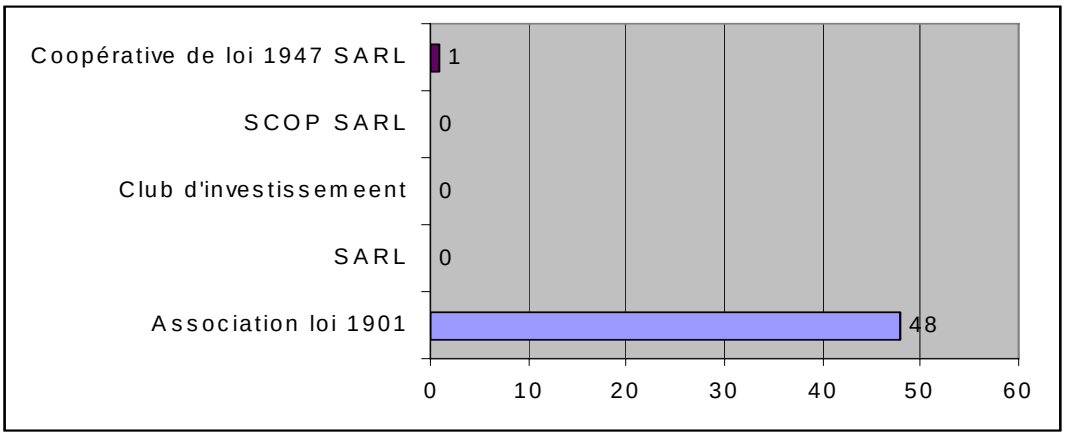
PREVISION D'EMBAUCHE

Nombre et nature juridique des structures prévoyant d'embaucher



19 structures dont 16 associations prévoient d'embaucher

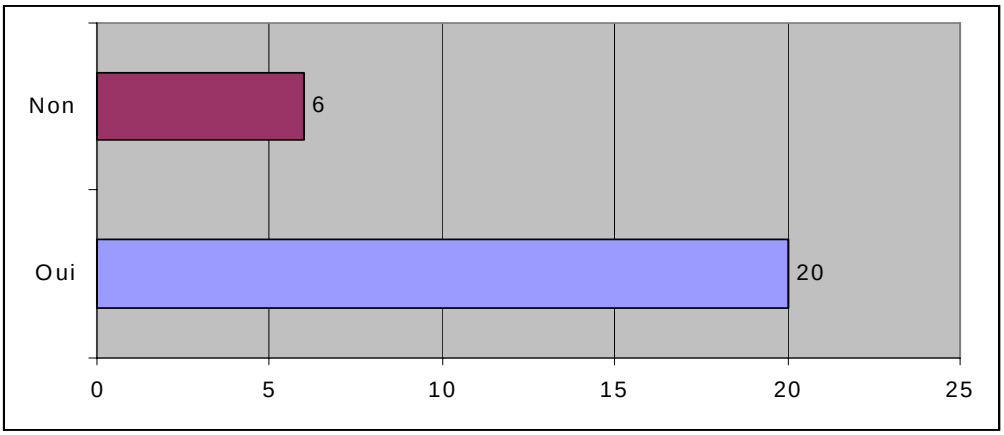
Nombre d'embauches prévues par les structures



49 embauches prévues par les structures dont 48 embauches prévues par les associations

FORMATION

Structures prévoyant des formations pour les salariés

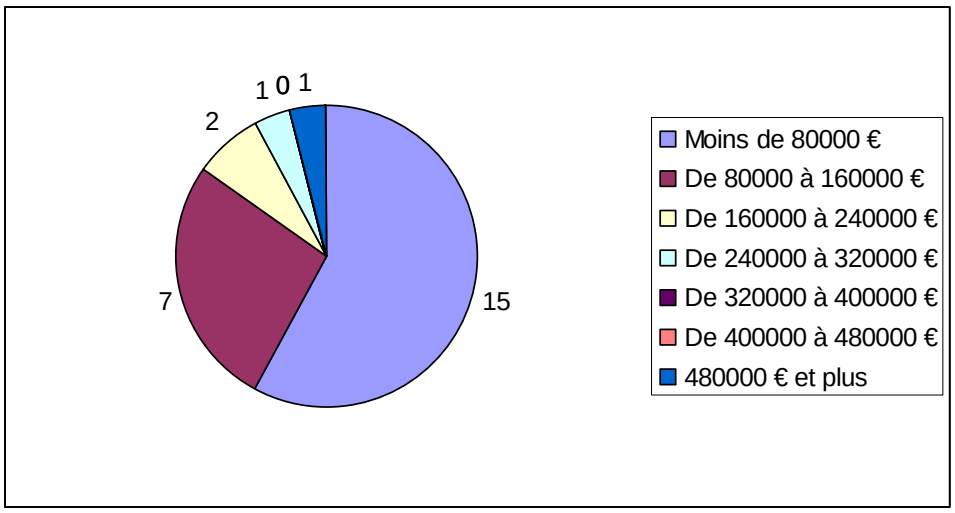


20 structures envisagent une formation pour leurs salariés

4. CREATION ET CIRCULATION DES RICHESSES SUR LE TERRITOIRE

Chiffre d'affaire 2005

Chiffre d'affaire 2005 :	Moins de 80 000 €	De 80 000 à 160 000 €	De 160 000 à 240 000 €	De 240 000 à 320 000 €	De 320 000 à 400 000 €	De 400 000 à 480 000 €	480 000 € et plus
Association loi 1901	12	7	1	1	0	0	1
SARL	1	0	1	0	0	0	0
Club d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
SCOP SARL	1	0	0	0	0	0	0
Coopérative de loi 1947 SARL	1	0	0	0	0	0	0
TOTAL	15	7	2	1	0	0	1

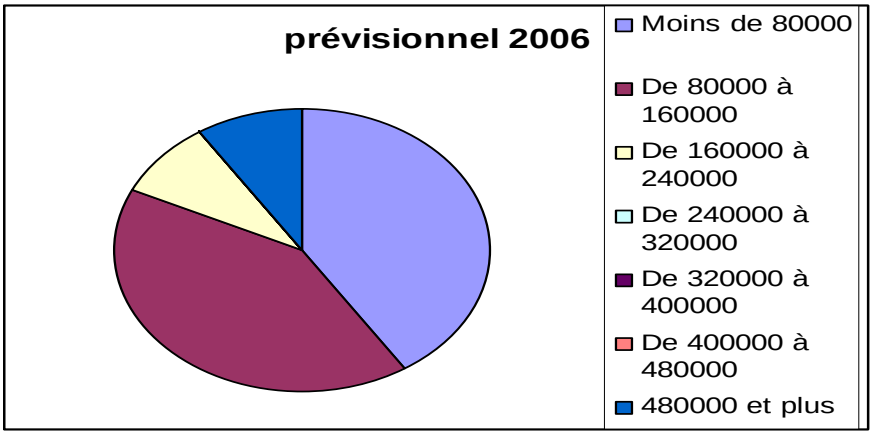


15 structures ont un chiffre d'affaire inférieur à 80 000 €
7 structures ont un chiffre d'affaire entre 80 000 € et 160 000 €

Les 39 structures réalisent un chiffre d'affaire global de 2 437 272 €

Prévisionnel 2006

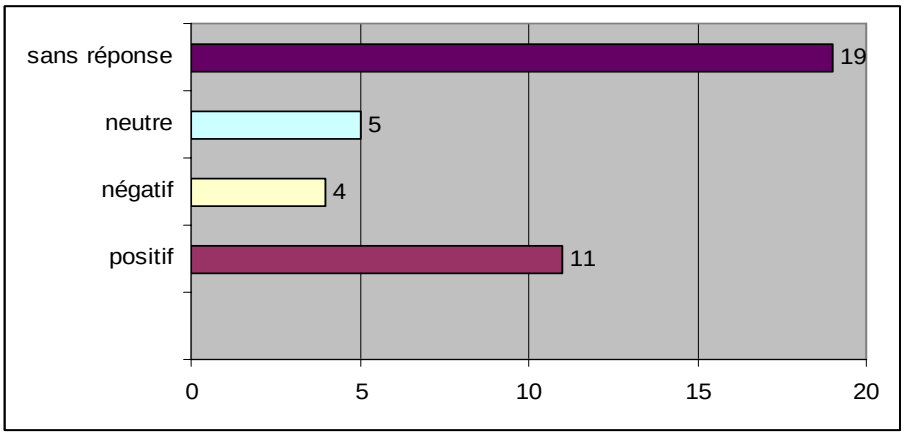
Prévisionnel 2006	Moins de 80 000 €	De 80 000 à 160 000 €	De 160 000 à 240 000 €	De 240 000 à 320 000 €	De 320 000 à 400 000 €	De 400 000 à 480 000 €	480 000 € et plus
Association loi 1901	9	9	2	0	0	0	2
SARL	0	1	0	0	0	0	0
Club d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
SCOP SARL	0	2	0	0	0	0	0
Coopérative de loi 1947 SARL	1	0	0	0	0	0	0
TOTAL	10	12	2	0	0	0	2



10 structures prévoient en 2006 un chiffre d'affaire inférieur à 80 000 €
12 structures prévoient en 2006 un chiffre d'affaire inférieur entre 80 000 € et 160 000 €

Les 39 structures prévoient pour 2006 un chiffre d'affaire global de 3 002 562 €, soit une augmentation près de 24%

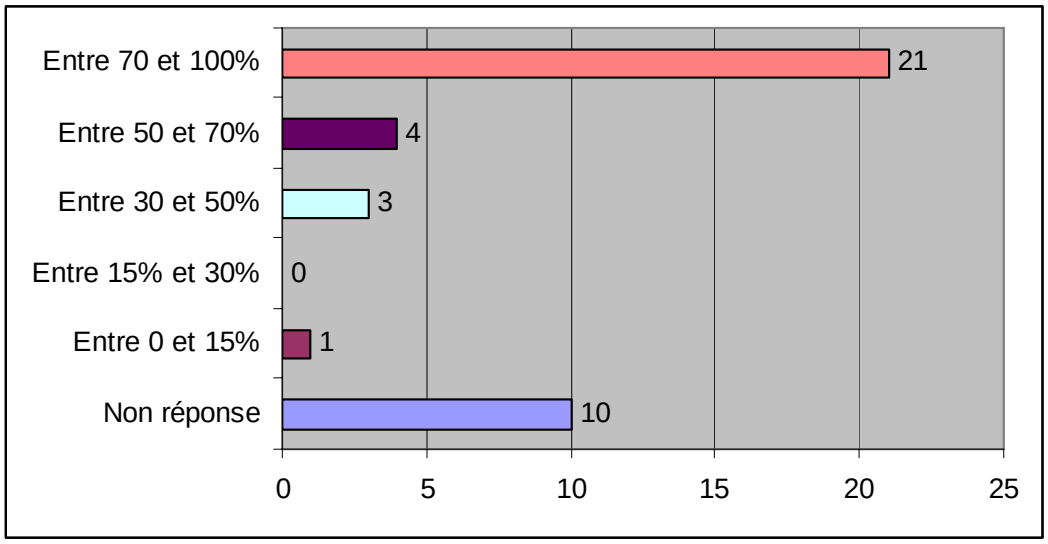
Bénéfices 2005[1]



11 entreprises déclarent un bénéfice positif.

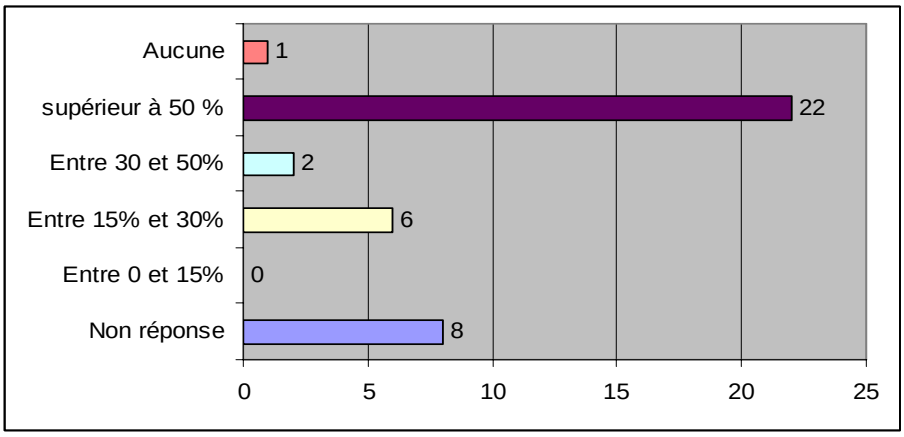
[1] Sur le chiffre des 19 sans réponses, il est à souligner que cela comprend les 14 structures créées en cours d'années 2005/2006, le nombre de réponse est à rapprocher du fait que pour nombre d'associations, il n'existe pas de bénéfice, mais des excédents.

Chiffre d'affaire sur le plan local[1]



21 structures réalisent leur chiffre d'affaires sur le plan local

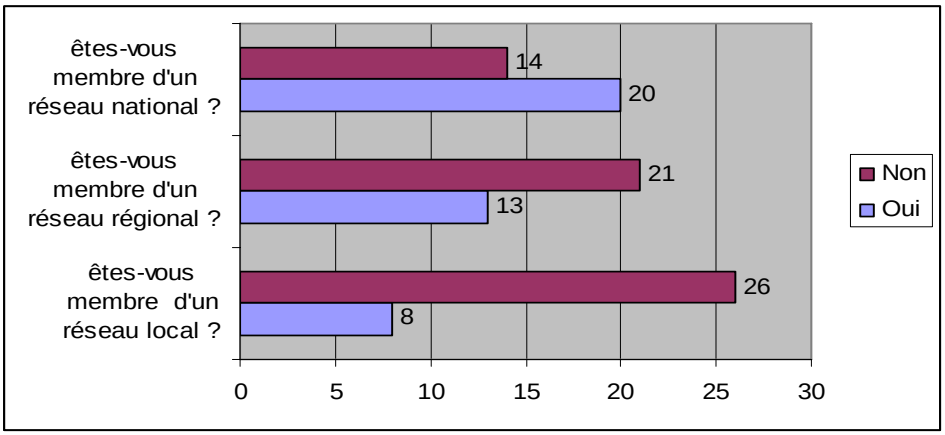
Dépenses sur le plan local[1]



22 structures ont des dépenses locales supérieures à 50 %

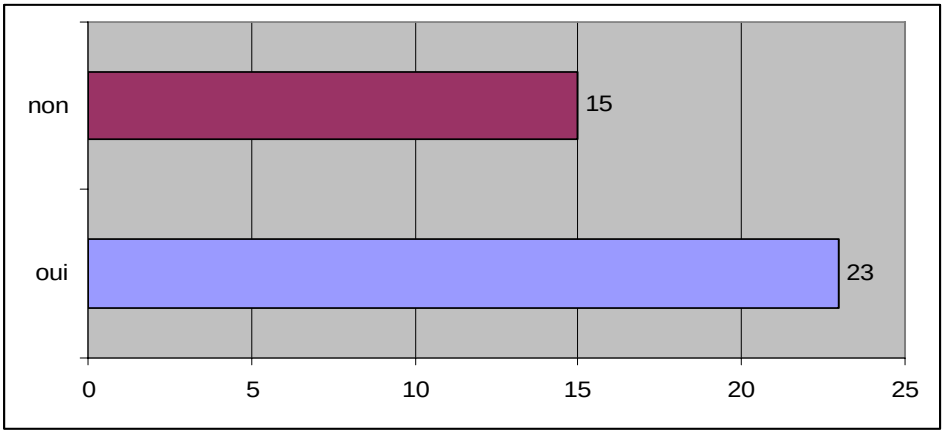
[1] L'importance du chiffre d'affaire et des dépenses locales doit être pondérée par l'activité spécifique des structures

Réseaux et échanges



20 structures[1] sont membres d'un réseau national

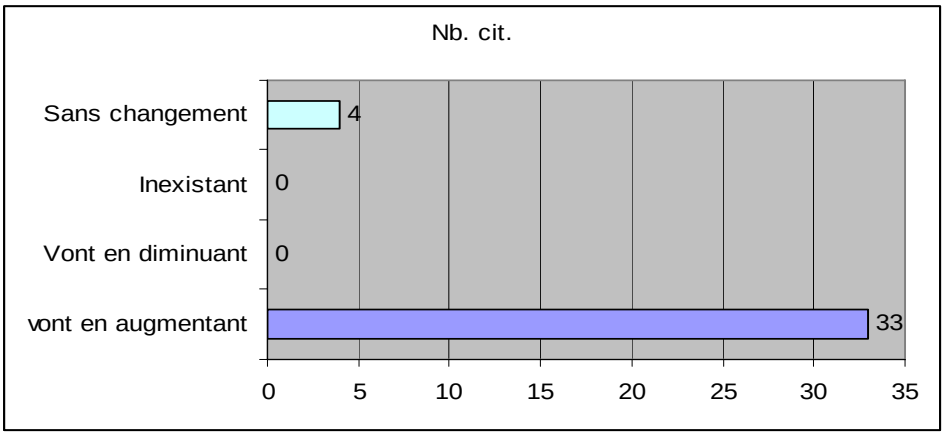
Les élus locaux soutiennent-ils les structures créées ?



23 structures sont soutenues par leurs élus

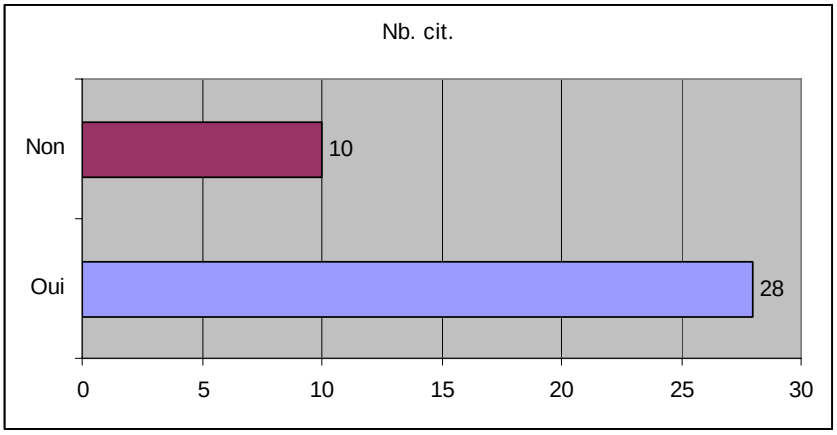
[1] Des structures peuvent appartenir à plusieurs réseaux locaux, régionaux et nationaux

Les échanges entre la population locale et les structures



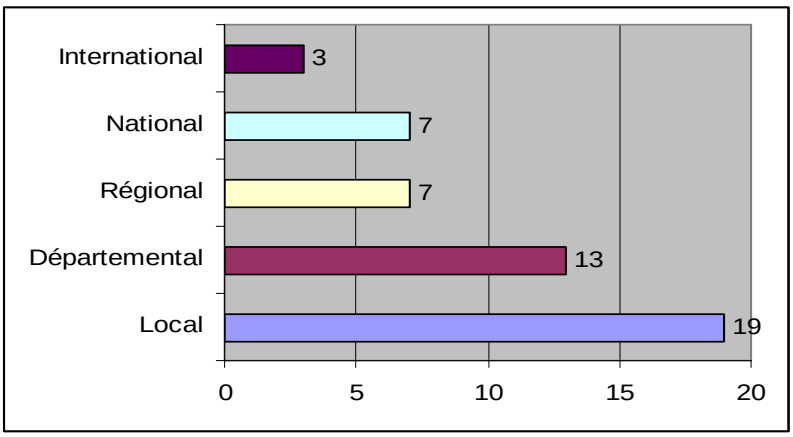
33 structures développent des échanges avec la population locale

Les échanges entre les acteurs locaux et les structures



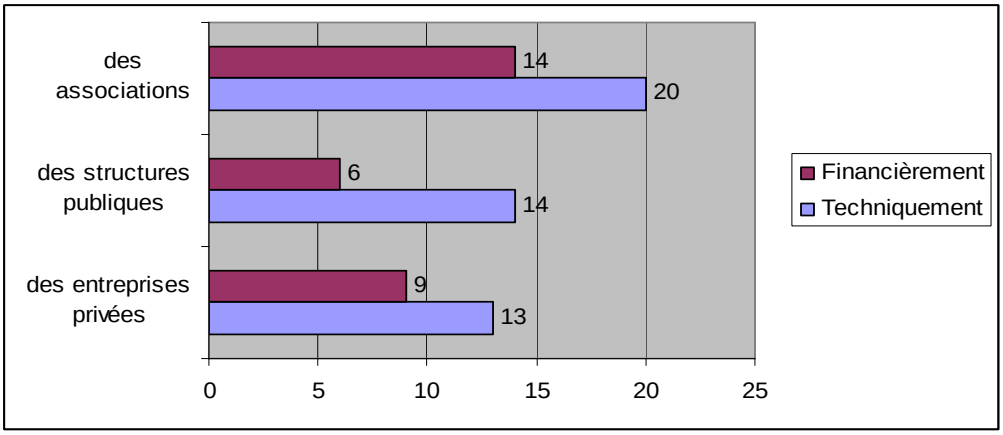
28 structures échangent avec des acteurs locaux

Développement partenarial sur le plan géographique



19 structures s'impliquent dans le développement local

Types de partenariat[1]

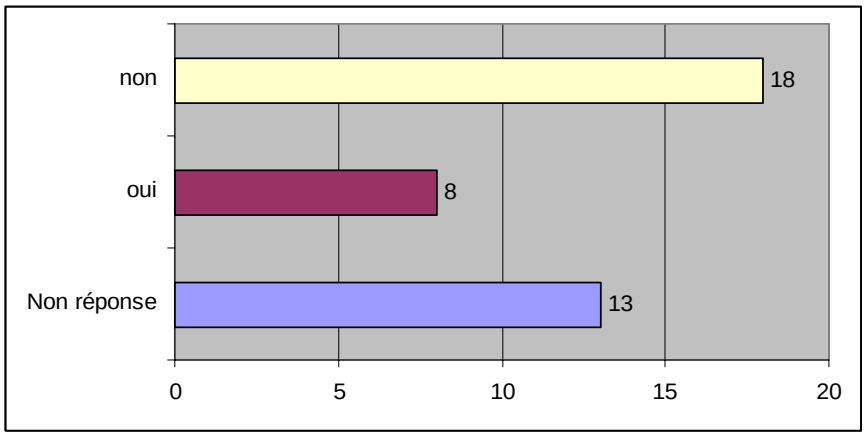


20 structures sont en partenariat technique avec d'autres associations

[1] Les structures peuvent avoir plusieurs partenaires techniques et/ou financiers

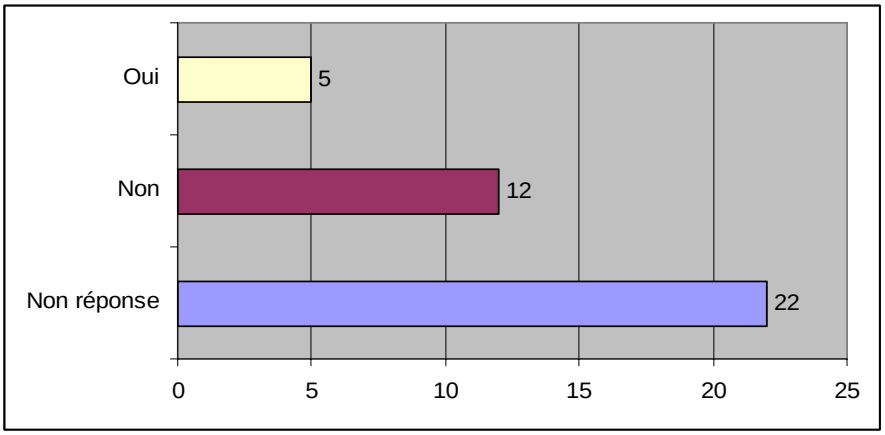
5. L'ENVIRONNEMENT

Prise en compte de la qualité du paysage local



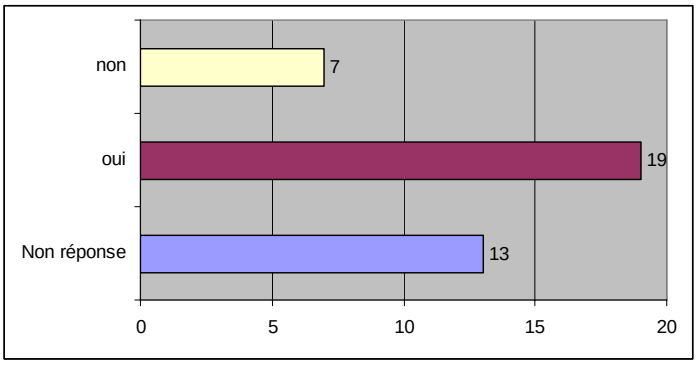
8 structures travaillent sur leurs bâtiments ou leurs abords afin de respecter la qualité du paysage local

Normes environnementales en vigueur des procédés de fabrication



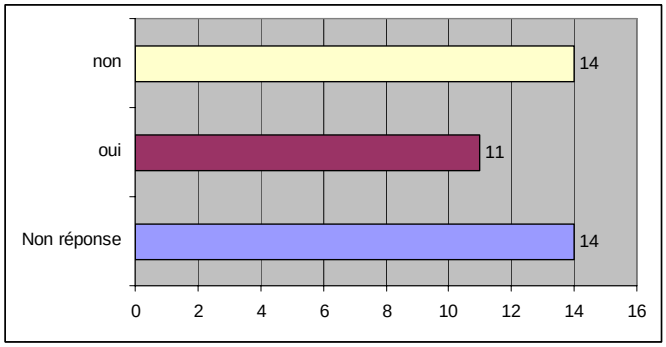
5 structures intègrent les normes environnementales des procédés de fabrication

L'intégration de la gestion des déchets



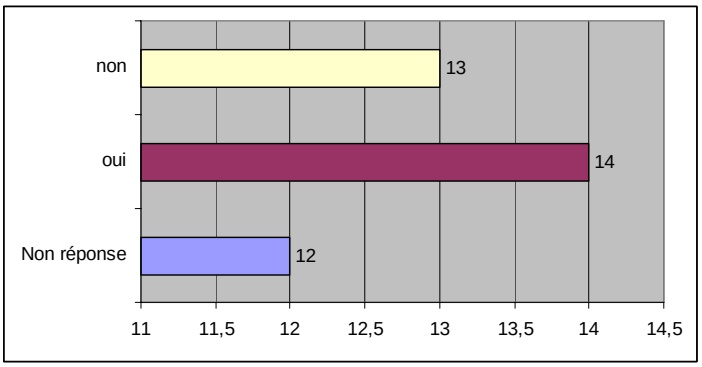
19 structures intègrent la gestion des déchets

Gestion spécifique de l'énergie



11 structures ont une gestion spécifique de l'énergie

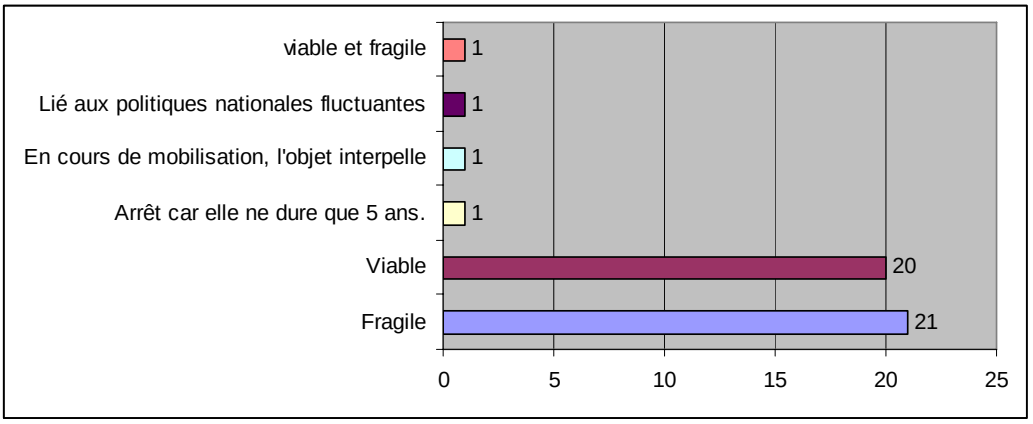
Moyens alternatifs à l'automobile individuelle



14 structures utilisent des moyens alternatifs à l'usage de l'automobile individuel

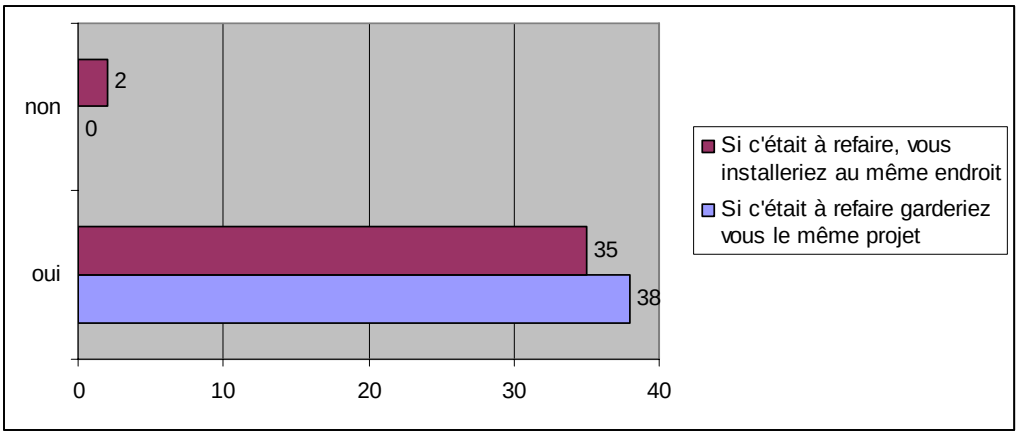
6. POUR FINIR …

Viabilité du projet



20 structures se sentent viables
21 structures se sentent fragiles

Si c'était à refaire



38 structures garderaient le même projet
35 structures s'installeraient au même endroit

RESUME DE LA PRESENTATION DES RESULTATS

1. Les structures sur le territoire

- **39 structures dont 32 associations et 4 coopératives ont été créées par 176 personnes dont 86 femmes et 90 hommes.**
- **Ils ont créé 101 emplois, permis à 48 personnes privés d'emploi de retrouver un emploi**

2. Les personnes sur le territoire

L'âge et la parité

- **Les créateurs ont plus de 36 ans et les hommes sont manifestement plus âgés que les femmes.**
- **La parité est établie entre les hommes et les femmes, sensiblement plus accentuée chez les jeunes.**

Catégories socioprofessionnelles ?

- **Les personnes créatrices de leurs structures sont essentiellement d'origine salariées et de niveau post-bac. Une minorité importante des créateurs étaient privés d'emploi au moment de la création.**

Origine géographique

- **La très grande majorité des créateurs (91 sur 110 personnes sont originaires du département dans lequel s'exerce leur activité.**
- **Une répartition à peu égale entre les zones urbaines et les zones rurales. Toutefois, la zone rurale peut inclure des de espaces périurbains.**

Les motivations des créateurs

- **Les motivations des créateurs des entreprises est une combinaison entre l'engagement militant, la contribution au développement territorial et la valorisation des compétences.**

Statut actuel

- **40 personnes créatrices de leurs structures ont acquis un statut de salarié dont 21 personnes privées d'emplois.**
- **19 CDI ont été créés**
- **38 personnes créatrices de leurs structures sont bénévoles.**

3. CREATION D'EMPLOIS

Embauches

- **Sur 39 structures, 23 ont créé de l'embauche dont 19 associations.**
- **celles-ci ont embauché à ce jour 61 personnes dont 40 femmes et 28 hommes.**
- **34 contrats d'embauches sont des CDI.**
- **Sur les 61 personnes embauchées, 25 étaient au chômage et 12 au RMI.**

Prévision d'embauche

- **19 structures dont 16 associations prévoient d'embaucher.**
- **49 embauches prévues par les structures dont 48 embauches prévues par les associations.**

Formation

- **20 structures envisagent une formation pour leurs salariés.**

4. CREATION ET CIRCULATION DES RICHESSES SUR LE TERRITOIRE

Chiffre d'affaire 2005 : 2 437 272 €

- **15 structures ont un chiffre d'affaire inférieur à 80 000 €.**
- **7 structures ont un chiffre d'affaire entre 80 000 € et 160 000 €.**

Prévisionnel 2006 : 3 002 562 €

- **10 structures prévoient en 2006 un chiffre d'affaire inférieur à 80 000 €.**
- **12 structures prévoient en 2006 un chiffre d'affaire inférieur entre 80 000 € et 160 000 €.**

Bénéfices 2005

- **11 entreprises déclarent un bénéfice positif.**

Chiffre d'affaire sur le plan local

- **21 structures réalisent leur chiffre d'affaires sur le plan local.**

Dépenses sur le plan local

- **22 structures ont des dépenses locales supérieures à 50 %.**

Réseaux et échanges

- **20 structures sont membres d'un réseau national.**

Les élus locaux soutiennent-ils les structures créées

- **23 structures sont soutenues par leurs élus.**

Les échanges entre la population locale et les structures

- **33 structures développent des échanges avec la population locale.**

Les échanges entre les acteurs locaux et les structures

- **28 structures échangent avec des acteurs locaux.**

Développement partenarial sur le plan géographique

- **19 structures s'impliquent dans le développement local.**

Types de partenariat

- **20 structures sont en partenariat technique avec d'autres associations.**

5. L'ENVIRONNEMENT

Prise en compte de la qualité du paysage local

- **8 structures travaillent sur leurs bâtiments ou leurs abords afin de respecter la qualité du paysage local**

Normes environnementales en vigueur des procédés de fabrication

- **5 structures intègrent les normes environnementales des procédés de fabrication**

L'intégration de la gestion des déchets

- **19 structures intègrent la gestion des déchets**

Gestion spécifique de l'énergie

- **11 structures ont une gestion spécifique de l'énergie**

Moyens alternatifs à l'automobile individuelle

- **14 structures utilisent des moyens alternatifs à l'usage de l'automobile individuel**

6. POUR FINIR …

Viabilité du projet

- **20 structures se sentent viables**
- **21 structures se sentent fragiles**

Si c'était à refaire

- **38 structures garderaient le même projet**
- **35 structures s'installeraient au même endroit**

C E R E A
Centre d'Etudes et de Recherches
Education Active

IMPACT DES PROJETS D'ECONOMIE SOLIDAIRE SUR LES TERRITOIRES

SYNTHESE DE L'ETUDE

1. L'économie solidaire vue par les acteurs auvernats.

A travers l'étude réalisée, publiée en annexe de la synthèse, il apparaît que pour nombre d'acteurs, l'économie solidaire est un concept qu'ils découvraient à l'occasion des entretiens et du questionnaire. Un responsable d'une structure d'économie solidaire déclare à l'occasion d'un entretien : « *je n'ai pas l'impression qu'on a construit un projet d'économie solidaire. J'ai plutôt l'impression que le projet portait la solidarité* ».

C'est par le biais d'une grille de lecture[10] que le projet ou la structure peut se définir in fine comme relevant de l'économie solidaire.

Certains porteurs de projets ont découvert l'économie solidaire à travers l'élaboration et le développement de leur projet. Comme le rappelle une locutrice porteuse d'un projet : « *je faisais de l'économie solidaire comme Jourdain faisait de la prose* ». A ces pratiques correspond l'émergence de compétences sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir ultérieurement. Mais il est important de comprendre que la réalisation d'un projet d'économie solidaire implique des démarches et des rencontres qui restructurent les représentations de l'économie solidaire, l'importance de son ancrage sur dans le territoire.

Une fois ces précisions signalées, il ressort de ces entretiens quelques postures et quelques paradigmes qui expliquent le contenu des différentes acceptions de l'économie solidaire.

L'économie solidaire se réfère systématiquement à une critique d'un certain nombre de valeurs de l'économie libérale. Trois postures surgissent :

- **L'économie solidaire vient corriger les excès inégalitaires de l'économie libérale et se distingue par son volet social. Elle est une réponse citoyenne aux populations exclues du système libéral. Elle est une réplique aux dérégulations de l'économie marchande.**

- **L'économie solidaire s'inscrit dans un système d'économie plurielle. Elle se réfère à un troisième secteur qui ne serait ni le marché privé, ni le marché public. Elle se distingue par des valeurs qui lui sont propres. C'est son fonctionnement démocratique, ses objectifs avec**

[10] Voir grille de lecture en annexe

l'homme au centre du dispositif qui la définissent. L'accent est mis sur des pratiques et des initiatives innovantes.

- **L'économie solidaire se situe en rupture avec le système capitaliste. Il représente une troisième voie qui ne serait ni capitalisme ni communisme. Il suppose une organisation sociale, une cohésion sociale différente du capitalisme. Elle est une alternative sociétale que ses partisans considèrent comme une utopie nécessaire.**

Ces trois postures ne se différencient pas de manière étanche. Elles sont plus un éclairage et une accentuation qui procèdent de la vision du système capitaliste. Autrement dit, l'économie solidaire est un corpus aux valeurs relativement bien partagées entre les différents acteurs de l'économie solidaire. C'est dans le rapport avec la représentation de l'économie libérale que s'en fait le locuteur que se comprend le choix de la posture.

Que l'économie solidaire vienne corriger les inégalités de l'économie libérale, qu'elle soit une façon d'entreprendre autrement ou qu'elle invite à une troisième voie, le paradigme fondamental qui surgit à l'occasion de ces entretiens, est la prise en compte du lien social. A constituer, à construire ou à reconstruire, implicite ou explicite, **le lien social** sur le territoire est une donnée fondamentale de l'économie solidaire.
Ce lien social dans la représentation des locuteurs s'accompagne d'un second paradigme partagé par tous, celui de la **proximité** et de l'interconnaissance sur le territoire. Le collectif, la cohésion et la solidarité sont autant d'expressions qui renvoient à ce paradigme qu'est le lien social

L'ancrage dans le **territoire** est un troisième paradigme partagé par tous. Etre acteurs sur le territoire, faire vivre le territoire, développer des activités économiques locales, faire participer les populations au projet sont autant d'entrées des paradigmes que sont le territoire et la citoyenneté. Si les termes territoire et citoyenneté supportent plusieurs acceptions, leur prise en compte est transversale à tous les entretiens.

L'économie solidaire, à partir des initiatives locales, est une affirmation de vouloir vivre autrement sur le territoire.
Le développement durable, l'éthique citoyenne, le collectif dans une dimension de proximité, l'économie respectueuse de l'homme, faire participer les populations sont différentes entrées pour déclarer que l'économie solidaire c'est avant tout construire du lien social sur le territoire.

2. L'économie solidaire vécue par les acteurs auvernats.

Dans les motivations recueillies à l'occasion des entretiens, quelques items surgissent et s'imposent transversalement : **l'emploi, les dispositifs institutionnels, le développement local, les compétences et l'éthique militante**.

A la lecture de ces entretiens, l'économie solidaire ne se réduit pas à un simple engagement éthique ou militant, il n'est pas, non plus, une réponse économique à des besoins du territoire en termes d'emploi ou d'activités. Les compétences acquises ou à développer n'instruisent pas non plus l'économie solidaire. Enfin les dispositifs institutionnels français ou européens sont également insuffisants à développer l'économie solidaire. Ce n'est pas l'addition de ces items qui concourent à définir l'économie solidaire. C'est plutôt une combinaison originale de ces items dont le produit ne saurait se réduire à l'un des items.
Ni mouvement politique, bien que certains courants puissent s'en réclamer, ni mouvement social dont les caractéristiques seraient trop limitatrices, **c'est une auto construction du citoyen en acteur de territoire.**

1. L'EMPLOI

La question de l'emploi va au-delà du simple aspect économique. Il est également un vecteur d'une reconnaissance sociale tant pour l'individu que pour la structure.

- Permettre d'embaucher des personnes exclues ou non adaptées au marché du travail.
- Permettre de travailler dans un secteur en accord avec son épanouissement personnel
- Permettre la professionnalisation de la structure ou de la filière.
- Volonté de pérenniser les emplois dans la structure

Les spécificités de l'économie solidaire dans le champ de l'emploi sont :

- la construction du poste salarié par le postulant lui-même. Des personnes s'engagent à titre bénévole avec la perspective d'un emploi à court terme. D'autres ont construit leur emploi et continuent d'accorder du bénévolat afin de soutenir leur structure,
- la relative autonomie des employés qui va de pair avec une responsabilisation importante,
- la dignité de la personne dans son emploi,

- L'inadaptation de certaines personnes au marché du travail compensée par un recours à une formation souvent en interne au sein de la structure,
- Le recours à la population locale comme source d'embauche,
- La polyvalence du poste et du statut. Ce sont les besoins de la structure qui définissent le profil du poste et le statut de la personne. La formation, l'autonomie et la responsabilisation sont les principaux outils d'adaptation au poste et au statut. Le salaire n'est pas un indicateur en soi, dans la mesure où il demeure décent,
- Le sous-emploi et la précarité sont prohibés dans la mesure du possible.

Une personne résume assez bien la situation de l'emploi en économie solidaire : « *l'économie solidaire c'est la flexibilité sans la précarité* ».

2. COMPETENCES

Un acteur déclare à ce propos : « *On a envie de faire un truc économique, mais comment le faire tout en gardant notre personnalité et notre humanité* ».

Les compétences abordées à l'occasion des entretiens sont de trois catégories :

4. les compétences acquises issues du champ de l'activité elle-même.
5. les compétences acquises lors d'expériences passées, sans rapport direct avec l'activité de la structure, mais nécessaires à la structure
6. enfin, les compétences absentes mais identifiées comme utiles à la structure par les acteurs.

Enfin, l'absence de compétences identifiées par les acteurs eux-mêmes est essentiellement liée à la gestion et à l'administration de leur structure.
Il ne faudrait pas oublier des compétences indispensables mais non identifiées. Pour cela seul un **bilan sociétal** pourrait identifier ces besoins.

Nous pourrions rajouter des métacompétences dont certaines sont plus typiques de l'économie solidaire :

- Ce sont celles qui se rapportent à la capacité de faire vivre le réseau,
- Celles concernant la communication.
    - être en capacité de diffuser une image de la structure dans le tissu local
    - être en capacité d'utiliser les modes de communication comme l'ADSL

- être en capacité de faire émerger les compétences afin de les rendre efficientes
- transformation de métacompétences en compétences socialement reconnues

Il apparaît à l'occasion des entretiens une profonde maturation avant la mise en œuvre de la structure. Au départ, une envie aux motivations diverses et variées de la part des futurs entrepreneurs. L'envie de réaliser un projet trouve sa genèse autour de l'engagement militant, autour de la recherche d'un épanouissement de la personne mais également le souhait d'une meilleure qualité de vie. La maturation qui permet le passage du désir de monter un projet à la création réelle d'une structure est un processus fait de réflexions, de rencontres et d'échanges. C'est durant ce processus que s'acquièrent les premières compétences et métacompétences utiles à la structure. On distinguera dans les compétences utiles les connaissances en matière de gestion et d'administration. Tandis que les métacompétences renvoient à des capacités d'expression, de recherche d'informations, d'organisation et d'animation entre acteurs. Cette maturation va permettre de découvrir par ailleurs les institutions sur le territoire, les dispositifs existants et les élus.
L'économie solidaire par son développement spécifique, par la mise en avant des acteurs implique une émergence, une auto-construction de métacompétences et de compétences qui semblent être la clé de voûte du succès de la structure dans le champ de l'économie solidaire.
C'est précisément parce que le futur entrepreneur d'économie solidaire devient acteur qu'il construit un système de savoir-faire et de savoir-être. Cette construction de compétences et de métacompétences s'inscrit dans le territoire et participe ainsi à la valorisation du territoire.

3. TERRITOIRES

Il est à souligner que l'item « *territoire* » est celui qui est le plus fourni à l'occasion de ces entretiens. Ceci s'explique par le sujet lui-même mais également par le fait pour reprendre une locutrice : « *on ne fait pas du solidaire sans le territoire* ».
Quelques thèmes apparaissent de manière récurrente dans les propos de nos interlocuteurs :

- **Population** :

La population locale est entendue ici comme une interlocutrice à part entière. Le souci de nombreux acteurs est de faire participer la population.
La population renvoie à deux entités. La première définit les habitants d'un territoire, tandis que la seconde définition concerne plus précisément ceux qui pourraient être intéressés par l'activité.
Des réunions d'informations, des rencontres sont organisées, une communication est mise en œuvre en direction de la population. Mais c'est encore le bouche à oreille qui fonctionne le mieux. Si les résultats ne sont pas toujours au rendez-vous, ce sont bien des objectifs clairement affichés. Beaucoup d'entrepreneurs déclarent « *recevoir un accueil positif, mais sans réelle participation des gens* ». Certains envoient des courriers, organisent des veillées. C'est un travail de longue haleine, qui peut être facilitée par l'appui des élus locaux. Ce travail aboutit à la construction du lien social : « *les gens se rencontrent et apprennent à se connaître* ».

- **Elus**

Les interviewés ont une approche des élus plutôt positive dans l'ensemble. Ils estiment être soutenus au mieux et au pire ils subissent de l'indifférence de leur part. Toutefois, ce regard positif est nuancé dès lors que l'on aborde les modalités du soutien. Pour certains, les élus pensent que l'économie solidaire est gauchiste ou anarchiste. Pour d'autres, cela peut être une opportunité d'insertion mais quémandeuse de subventions. Mais une très grande majorité d'entre eux, en dépit de leurs réticences initiales, apprécie les retombées locales. Peu de contact avec les Communautés de Communes qui sont encore peu identifiées. Une meilleure information en direction des élus locaux semble être un souhait largement partagé par les acteurs de terrain.

- **Réseaux**

Le territoire n'est pas seulement un espace défini géographiquement. Il est aussi un réseau d'échanges de savoirs et d'expériences, de mutualisations de ressources. Ces réseaux sont plutôt verticaux dans une dimension départementale, régionale, voire nationale. Ils se regroupent par filière autour des activités. Des liens se tissent et permet de faire connaître le territoire autrement : « *des parisiens ont apprécié notre travail mais aussi la qualité de vie de notre région. C'est un plus que nous pouvons leur apporter* ».

- **Valorisation du territoire**

L'image du territoire est valorisée de manière directe et indirecte. Tout d'abord pour la population qui voit surgir de nouvelles activités. Cela permet aussi de dégager de nouvelles solidarités. Mais cela participe aussi à la construction d'images nouvelles du territoire à l'extérieur. Des expériences innovantes attirent des personnes et des structures sur le territoire. Des territoires considérés comme étant en déshérence, produise ainsi une image plus dynamique et sont en rupture avec le sentiment d'impuissance propre au territoire en déclin. Il ne s'agit pas de produire à l'ancienne ou de retrouver une prospérité aujourd'hui disparue. Il est question de construire une dynamique de participation des populations en dévoilant les ressources propres à la population. Là encore, les élus ont un rôle de facilitateur essentiel. Sans appui des politiques publiques, sans volonté politique, le projet aura de réelles difficultés à dynamiser le territoire.

4. L'ETHIQUE

Une des spécificités de l'économie solidaire est la réflexion autour des valeurs qui accompagnent le projet.
Ces pratiques porteuses d'un certain nombre de valeurs construites précédemment autour de l'engagement associatif ou militant seront intégrées dans la démarche du projet d'économie solidaire. Cette intégration n'est pas spontanée mais réflexive. C'est à ce titre que nous pourrons retenir le concept d'éthique militante.

La réflexion éthique s'inscrit ici sur deux registres :

3. **Le contenu de l'engagement**
    - Des convictions environnementales
        - Agriculture biologique
        - Energies renouvelables
        - Développement durable
        - Valorisation du territoire
    - Des convictions sociétales
        - L'insertion des personnes en difficultés
        - L'accès à la culture sur les territoires
        - Le commerce et l'échange équitables
        - Le développement des solidarités
        - Le développement du lien social
        - Le projet d'une autre société

4. **le système de valeurs**
    - une qualité de vie
    - l'épanouissement de la personne
    - la prise en compte du collectif
    - être acteur de sa destinée

Ces valeurs se retrouvent transversalement dans la façon d'appréhender le territoire, l'emploi et le rapport aux institutions. Il définit précisément l'économie solidaire et le distingue de l'économie marchande. Sans conviction éthique, il ne peut y avoir d'économie solidaire.

5. LES DISPOSITIFS

Une première approche consiste à repérer l'existence des institutions porteuses de dispositifs susceptibles de les aider et de les accompagner lors de la création et de la pérennisation de la structure. Cette démarche est double. Elle est orientée en direction des institutions intéressées par la nature de l'activité d'une part mais également en direction des institutions intéressées par la spécificité de la démarche.
Le CREDIS est représentatif de cette approche. Il apparaît dans un grand nombre d'entretiens. Si le dossier apparaît complexe aux yeux des d'un certain nombre d'acteurs, tous reconnaissent l'efficacité en terme d'accompagnement. D'autres institutions ou dispositifs sont sollicités. Citons pêle-mêle :
La CCI, la Chambre d'agriculture, l'URSCOP, certaines mairies, L'association Etudes et Chantier,…
Il est à souligner la présence conséquente de l'URSCOP qui semble apporter un certain nombre de réponse à la nature juridique des structures d'économie solidaire
L'association Etudes et Chantier revient à plusieurs reprises dans les propos en tant qu'association identifiée comme partenaire dans l'aide au démarrage de certaines structures.
Si la demande d'aide peut apparaître importante au démarrage, les créateurs déclarent qu'ils n'ont pas vocation à vivre de subventions. Leur objectif est bien d'atteindre une autonomie financière. La démarche auprès des collectivités territoriales s'explique ainsi. Il s'agit prioritairement d'obtenir une reconnaissance sociale dans le territoire de la part des élus.
Les interlocuteurs reconnaissent que la difficulté à obtenir cette reconnaissance da la part des élus est liée à une méconnaissance de l'économie solidaire. Cette méconnaissance s'accompagne souvent d'une confusion dans les objectifs de l'économie solidaire et les modalités de fonctionnement. Cette méfiance initiale est atténuée par les retombées locales de l'activité des structures d'économie solidaire. Il est à souligner que l'implication des élus dans cette démarche est un facteur important de développement local.

Enfin, il est à relever que la principale difficulté des acteurs interviewés est dans le repérage et l'identification de l'existant an matière de dispositifs et d'institutions appropriés.
Les créateurs attendent de la part des institutions une aide et un accompagnent au démarrage et à la pérennisation des emplois. Mais peut-être, plus important encore, ils attendent de la part des élus une reconnaissance sociale dans le territoire comme acteurs du développement territorial.

6. CONCLUSION

L'économie solidaire apparaît, à travers ces entretiens, comme une démarche volontariste de la part des acteurs. Au-delà de la diversité des actions entreprises, tous se rejoignent sur la nécessité d'*entreprendre autrement*. C'est l'articulation originale des items évoqués plus haut qui fonde la singularité d'entreprendre autrement.

- Emplois dignes tournés vers la personne
- Territoires à valoriser
- Engagement citoyen
- Reconnaissance sociale.

Cette particularité entraîne un besoin de se distinguer des autres économies. Si les réseaux par filières se développent à l'échelle régionale et nationale, **l'interconnaissance ente acteurs de l'économie solidaire mérite d'être amplifiée, singulièrement à l'échelle locale.**

Mieux se connaître et mieux se faire connaître semblent être les enjeux essentiels des acteurs de l'économie solidaire, notamment en direction des élus.

L'obtention de la légitimité de l'action par la reconnaissance sociale dans l'espace public instaure une dynamique de développement territorial. La professionnalisation est un moyen de cette légitimation.

C'est dans l'interaction entre l'intérêt individuel comme l'accès à un emploi et le bien commun comme la délivrance d'un service collectif (culture, commerce équitable,…) que se joue le statut d'acteur et de citoyen.

La démarche de professionnalisation dans le cadre de l'économie solidaire reste embryonnaire. Le rapport ambigu avec les différentes formes de bénévolat et les différents types de salariat renforce le questionnement sur la capacité financière des structures. Cette inquiétude demande des réponses innovantes. Les coopératives semblent être une première réponse juridique à cette inquiétude légitime.

Ces créations de structures de l'économie solidaire, initiée par des volontés privées et militantes, transforme les modalités de l'action publique territoriale. Les élus ont un rôle à jouer. S'ils perçoivent d'un œil favorable les retombées locales de telles initiatives, il importe d'éclairer en quoi l'économie solidaire devient un atout pour le développement des territoires.

Les élus ont, dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques, un questionnement sur la participation des populations au développement territorial.

Les acteurs de l'économie solidaire semblent leur apporter la réponse.

L'économie solidaire est une réponse locale à la participation des populations au développement territorial.

3. L'impact des structures d'économie solidaire sur les territoires en auvergne

Selon une étude réalisée en 2002 par l'INSEE et la CRESS, parue dans la Lettre N° 33 de décembre 2005, 1 salarié auvergnat sur 10 travaille dans l'économie sociale et solidaire. 3 salariés d'économie sociale et solidaire travaillent dans une association. Une féminisation importante y est relevée.

Notre questionnaire a été envoyé, courant juin et juillet 2006, à 59 structures répertoriées par le CREDIS comme faisant partie du champ de l'économie solidaire.
Cette première base de données, fournie par le CREDIS, n'est pas exhaustive. Toutefois la répartition des structures renvoie aux quatre départements de l'Auvergne.
Sur les 59 structures interrogées, 39 structures ont répondu. L'importance du nombre de retours, supérieur à 66 % de taux de réponse, est à relever et devient un élément d'analyse qui doit être pris en compte en tant que tel. Il mesure le degré d'implication de la part des acteurs de l'économie solidaire du besoin de se faire reconnaître sur le territoire.

Le caractère non exhaustif de la base de données implique une lecture analytique des chiffres en termes de tendances en capacité d'indiquer l'impact socio-économique sur les territoires d'auvergne.

Toutefois, le rapprochement avec l'étude de l'INSEE et la CRESS confirme les tendances de l'enquête.

Sans conteste créatrices d'emplois et de richesse sur le territoire, l'économie solidaire est très contrastée. Beaucoup de structures vivent à l'aide des dispositifs de retour à l'emploi, de temps partiel et de bénévolat. Ces difficultés sont souvent liées au démarrage de l'activité et sont de nature identique aux entreprises d'économie marchande, à l'exception notable du bénévolat. La parité homme/femme y est respectée.

L'impact
des structures d'économie solidaire
sur les territoire d'Auvergne
en matière d'emploi

108 créations d'emploi
1 contrat sur 2 est un CDI
46 personnes au chômage embauchées
13 personnes au RMI embauchées

1. Les structures sur le territoire

- **39 structures dont 32 associations et 4 coopératives ont été créées par 176 personnes dont 86 femmes et 90 hommes.**
- **Ils ont créé 108 emplois, permis à 48 personnes privés d'emploi de retrouver un emploi**

2. Les domaines d’activité

Les domaines d’activité sont très variés. Les champs sociaux culturels et engagés sont les plus représentatifs, sans être exhaustifs.

Aide et maintien à domicile	groupement d’achats produits biologiques
Association de chômeurs	Informatique télécoms
Atelier chantier d'insertion ACI	Insertion, activité économique
Circuit court	Interventions sociales pas le biais associatif
Culturel	Lieu de séjour éco-social
Culturel et social	Mise à disposition de personnel
Développement territorial et culturel	Production cinéma
EDITION AGENCE DE PRESSE	produits biologiques
Education formation	Psychologie
Egalité hommes femmes	Récupération, remise en état, vente.
Emploi sportif	Restauration
Energies renouvelables	Restauration associative
études faisabilité coopérative	SIAE
Formation mécanique auto	Soutien à la parentalité
fromagerie	Tourisme
groupement d'achat	Tourisme, culture, handicap

3. Les personnes sur le territoire

L'âge et la parité

- **Les créateurs ont plus de 36 ans et les hommes sont manifestement plus âgés que les femmes.**
- **La parité est établie entre les hommes et les femmes. La féminisation de l'emploi est sensiblement plus accentuée chez les jeunes.**

Catégories socioprofessionnelles

- **Les personnes créatrices de leurs structures sont essentiellement d'origine salariée et de niveau post-bac. Une minorité importante des créateurs était privée d'emploi au moment de la création.**

Origine géographique

- **La très grande majorité des créateurs (91 sur 110 personnes est originaire du département dans lequel s'exerce leur activité.**
- **Une répartition à peu égale entre les zones urbaines et les zones rurales. Toutefois, la zone rurale inclut souvent des espaces périurbains.**

Les motivations des créateurs

- **Les motivations des créateurs des entreprises sont une combinaison entre l'engagement militant, la contribution au développement territorial et la valorisation des compétences.**

Statut actuel

- **40 personnes créatrices de leur structure ont acquis un statut de salarié dont 21 personnes privées d'emplois.**
- **19 CDI ont été créés**
- **38 personnes créatrices de leurs structures sont bénévoles.**

4. CREATION D'EMPLOIS

Embauches

- **Sur 39 structures, 23 ont créé de l'embauche dont 19 associations.**
- **celles-ci ont embauché à ce jour 61 personnes dont 40 femmes et 28 hommes.**
- **34 contrats d'embauches sont des CDI.**
- **Sur les 61 personnes embauchées, 25 étaient au chômage et 12 au RMI.**

Prévision d'embauche

- **19 structures dont 16 associations prévoient d'embaucher.**
- **49 embauches prévues par les structures dont 48 embauches prévues par les associations.**

Formation

- **20 structures envisagent une formation pour leurs salariés.**

5. CREATION ET CIRCULATION DES RICHESSES SUR LE TERRITOIRE

Chiffre d'affaire 2005 : 2 437 272 €

- **15 structures ont un chiffre d'affaire inférieur à 80 000 €.**
- **7 structures ont un chiffre d'affaire entre 80 000 € et 160 000 €.**

Prévisionnel 2006 : 3 002 562 €

- **10 structures prévoient en 2006 un chiffre d'affaire inférieur à 80 000 €.**
- **12 structures prévoient en 2006 un chiffre d'affaire inférieur entre 80 000 € et 160 000 €.**

Bénéfices 2005

- **11 entreprises déclarent un bénéfice positif.**

Chiffre d'affaire sur le plan local

- **21 structures réalisent leur chiffre d'affaires sur le plan local.**

Dépenses sur le plan local

- **22 structures ont des dépenses locales supérieures à 50 %.**

Réseaux et échanges

- **20 structures sont membres d'un réseau national.**

Les élus locaux soutiennent-ils les structures créées

- **23 structures sont soutenues par leurs élus.**

Les échanges entre la population locale et les structures

- **33 structures développent des échanges avec la population locale.**

Les échanges entre les acteurs locaux et les structures

- **28 structures échangent avec des acteurs locaux.**

Développement partenarial sur le plan géographique

- **19 structures s'impliquent dans le développement local.**

Types de partenariat

- **20 structures sont en partenariat technique avec d'autres associations.**

6. L'ENVIRONNEMENT

Prise en compte de la qualité du paysage local

- **8 structures travaillent sur leurs bâtiments ou leurs abords afin de respecter la qualité du paysage local**

Normes environnementales en vigueur des procédés de fabrication

- **5 structures intègrent les normes environnementales des procédés de fabrication**

L'intégration de la gestion des déchets

- **19 structures intègrent la gestion des déchets**

Gestion spécifique de l'énergie

- **11 structures ont une gestion spécifique de l'énergie**

Moyens alternatifs à l'automobile individuelle

- **14 structures utilisent des moyens alternatifs à l'usage de l'automobile individuel**

7. POUR FINIR …

Viabilité du projet

- **20 structures se sentent viables**
- **21 structures se sentent fragiles**

Si c'était à refaire

- **38 structures garderaient le même projet**
- **35 structures s'installeraient au même endroit**

Mesurer l'impact des projets d'économie solidaire sur les territoires suppose au préalable une compréhension commune des concepts utilisés dans la démarche. Or des notions comme le territoire ou l'économie solidaire contiennent des acceptions si différentes les unes des autres pour ne pas dire contraires les unes aux autres, qu'il devient nécessaire de choisir parmi l'ensemble de ces significations, celles qui nous semblaient le plus opératoire dans notre démarche.

Le territoire, aujourd'hui, fait l'objet de débats controversés. Des chercheurs d'horizons divers se sont penchés sur le thème. Sociologues, économistes, juristes, géographes, historiens, philosophes se sont approprié la notion pour la décliner en une série de concepts, dont souvent le seul intérêt est leur nature heuristique. L'université a érigé des filières spécialisées autour de ce thème. On ne compte plus les licences professionnelles, les masters de développement local. Les élus et les fonctionnaires européens en se fixant comme objectif la construction d'une Europe des régions, posent au cœur de leur réflexion la question du territoire. Pour un grand nombre d'agents de développement local et autres fonctionnaires territoriaux, la grande interrogation est celle de la participation des populations aux dispositifs territoriaux. Les agents économiques, les acteurs associatifs ne peuvent penser leur action sans y intégrer la dimension territoriale de leur action.

Des rencontres entre chercheurs, élus et acteurs s'organisent pour échanger leurs savoirs et leurs interrogations. Ces rencontres, internationales, européennes, nationales, régionales, voire locales, peuvent être ponctuelles ou mise en réseaux afin de mutualiser ces savoirs et ces interrogations. Des réseaux constitués de chercheurs et d'acteurs construisent un corpus visant à intégrer les différentes acceptions polyformes et protéiformes du concept qu'est le territoire en définitions opératoires.

Les militants et les partisans et les théoriciens de l'économie solidaire réfléchissent également à la dimension territoriale de l'économie solidaire. Certains vont même jusqu'à penser que l'économie solidaire sans dimension territoriale ne peut être viable. Des réseaux se sont constitués avec des chercheurs de différentes disciplines et des acteurs associatifs et institutionnels territoriaux.
Il s'agit dans cette étude de rendre lisible les représentations qu'ont les acteurs de l'économie solidaire. Ces représentations pour certaines personnes sont récentes mais s'appuient sur une praxis réelle.

Cette mise en lumière de ce que pensent les acteurs va dans le droit fil des valeurs de l'économie solidaire. Cette étude ne clôt pas le débat. Ce forum régional, à l'instar d'autres rencontres, colloques et forums, poursuit ce débat. Mais avant tout, s'il permet aux acteurs de se rencontrer, de casser l'isolement, de mutualiser les expériences, de construire des réseaux d'échanges et de savoirs, le but sera atteint. **Faire connaître l'économie solidaire et se faire connaître en tant qu'acteur de l'économie solidaire sur le territoire, tels sont les enjeux.**